



NUMÉRO 184 • OCTOBRE - DÉCEMBRE 2025

TIJARIS



LE MAGAZINE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET INTRA-OCI

DOSSIER SPÉCIAL

DU PATRIMOINE AU MARCHÉ

L'ESSOR DE L'ARTISANAT DANS LES PAYS DE L'OCI

□ INTERVIEW

SE DR AHMAD KAWESA SENGENDO

Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires
Economiques à l'OCI

«L'OCI travaille actuellement à la
modernisation de l'Accord d'investissement
de l'OCI de 1981 afin de stimuler davantage
les investissements dans ses États membres.»



L'ECONOMIE HALAL DANS LES PAYS DE L'OCI
LEVIER STRATÉGIQUE POUR LA CROISSANCE MONDIALE

SUCCESS STORIES DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :
SUNCLAY TOGO, LA FORCE TRANQUILLE D'UNE VISION
ENRACINÉE & TOURNÉE VERS L'AVENIR !

ISSN : 2230-1933





Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C), dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Il a pour objectifs de :

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :

PROMOTION COMMERCIALE

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

INFORMATION COMMERCIALE

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

ÉTUDES ET RECHERCHES

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

FORMATION

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

ÉDITORIAL



La Filière de l'artisanat comme levier pour promouvoir l'industrie locale à l'international

Longtemps perçu comme un secteur traditionnel tourné vers la culture et le patrimoine, l'artisanat s'impose aujourd'hui comme un levier économique stratégique pour renforcer les industries locales au sein des Etats membres de l'OCI. En conjuguant savoir-faire ancestral et innovation technologique, la filière artisanale contribue à créer des emplois, à stimuler la production locale et à diversifier les économies nationales. Dans plusieurs pays de la région, la frontière entre artisanat et industrie devient de plus en plus perméable. Les villages artisanaux se transforment en petites unités de production, capables de fournir des composants, des designs ou des produits semi-finis aux entreprises industrielles. Ils deviennent des inspirations de créateurs de modes modernes et des utilisations de l'intelligence artificielle des industries créatives culturelles. Qu'il s'agisse du textile, de la maroquinerie, du cuivre, de la calligraphie, du mobilier ou de la bijouterie, les artisans jouent un rôle clé dans la création de valeur locale et de la diplomatie culturelle.

Prenons l'exemple du Maroc, où la filière artisanale représente près de 7 % du PIB national et emploie 2,4 millions d'actifs, soit près de 20 % de la population active. Grâce à des programmes de labellisation, de digitalisation et de partenariats avec le secteur privé, le Royaume a su positionner son artisanat comme un maillon essentiel de son tissu industriel, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,1 milliard réalisé à l'export en 2023. De même, en Turquie, les industries du cuir et du design s'appuient sur un solide réseau d'artisans pour assurer une production à forte valeur ajoutée, alliant tradition et modernité. A travers ses exemples, l'on voit que le potentiel de ce secteur est immense pour les pays, en intégrant davantage d'artisans dans les chaînes de valeur industrielles, les pays peuvent réduire leur dépendance aux importations, renforcer leur compétitivité régionale et développer des marques locales porteuses d'identité culturelle, et aussi se servir de ce secteur comme outil de souveraineté économique et un vecteur de développement durable. Cependant, pour libérer tout ce potentiel, plu-

sieurs défis doivent être relevés dont notamment l'amélioration à l'accès à la formation professionnelle et au financement, la standardisation de la qualité et la promotion à l'export. L'innovation et la digitalisation constituent également des leviers majeurs pour moderniser la filière mais il faudra veiller à ne pas dénaturer l'authenticité des produits.

La 2^{ème} édition du Salon de l'Artisanat qui a eu lieu à Casa-blanca du 18 au 28 décembre 2025 se veut d'aider les pays à relever ces différents défis et servir de levier pour le développement de ce secteur essentiel pour l'industrie locale des pays de l'OCI. Ce Salon a contribué à promouvoir les talents en provenance de la région OCI et sera l'occasion pour les professionnels, les institutions et le secteur privé d'échanger lors des conférences thématiques organisées en marge, sur l'innovation durable, les tendances du design et les stratégies pour accéder aux marchés internationaux. Le Salon a été animé au rythme de la diversité culturelle de la région OCI et les visiteurs ont pu profiter des performances de danse, de musique traditionnelle, de défilés de modes et de représentations artistiques qui reflètent la richesse des pays de l'OCI.

Dans un monde où la différenciation et la durabilité a son pesant d'or, l'artisanat constitue un atout d'avenir pour les pays de l'OCI compte tenu de leur diversité et richesses culturelles. En tablant sur ce secteur, les pays de l'OCI pourront développer leurs industries locales et faire valoir leur savoir-faire tout en s'affirmant sur l'échiquier économique mondial avec le soutien des lignes de financement des banques régionales et des investisseurs des Etats Membres. Ainsi, le CIDC demeure disposé à accompagner les artisans à participer aux salons internationaux et renforcer leurs capacités pour accéder aux marchés des États membres de l'OCI. ■

**Mme Latifa Elbouabdellaoui,
Directrice Générale du CIDC**

ACTUALITÉ DE L'OCI

- 03 Le Secrétaire général de l'OCI rencontre son Excellence le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, Président de la République du Tchad à Abu Dhabi
- 04 Journée internationale de la petite fille : l'OCI réaffirme son engagement en faveur de l'autonomisation des filles et de la promotion de leurs droits
- 04 La réunion du Groupe de travail chargé d'examiner la feuille de route pour le processus de réforme de l'OCI se réunit à Djeddah
- 05 Les ministres de la Santé de l'OCI appellent à une collaboration renforcée lors de leur rencontre à Amman
- 06 Tenue de la 6^{ème} session de la Conférence Islamique des Ministres du Travail à Doha
- 07 L'OCI participe au 2^{ème} Sommet mondial sur le développement social à Doha
- 08 L'OCI participe aux 6^{ème} Jeux de solidarité islamique à Riyad
- 09 Le Groupe d'experts gouvernementaux des pays de l'OCI examine le nouveau programme d'action décennal 2026-2035
- 10 Festival Culturel de l'OCI à Bakou
- 13 Le CIDC participe à la 9^{ème} réunion annuelle de coordination des institutions de l'OCI

ACTUALITÉS DU CIDC

- 14 Le CIDC a pris part au 10^{ème} Salon Halal à Istanbul
- 15 Participation du CIDC à la 41^{ème} Session ministérielle du COMCEC à Istanbul : Un rendez-vous stratégique pour renforcer la coopération économique dans l'espace OCI
- 16 Le CIDC promeut l'investissement dans la santé mondiale à travers la finance islamique.
- 18 1^{ère} Réunion des parties contractantes à l'Accord sur la Protection et la Promotion des Investissements
- 19 La 4^{ème} Session OBIC renforce les capacités des acteurs du commerce et de l'investissement au sein des pays de l'OCI

INTERVIEW

- 20 SE Dr Ahmad Kawesa Sengendo, Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires Economiques à l'OCI

DOSSIER SPÉCIAL

- 24 Du patrimoine au marché : l'essor de l'artisanat dans les pays de l'OCI
- 34 Evènement : La 2^{ème} Foire commerciale de l'Artisanat des Etats membres de l'OCI

ARTICLES & NOUVELLES

- 36 L'Atelier du Zellige: Un Héritage ancestral dans la Famille BENADIBA.
- 38 La Sculpture du bois : L'Art du Tazwaqt
- 40 L'Economie Halal dans les pays de l'OCI : Levier stratégique pour la croissance mondiale
- 44 SunClay Togo, La force tranquille d'une vision enracinée & tournée vers l'avenir !

ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FORUMS

- 48 5^{ème} Forum économique & d'affaires Türkiye-Afrique 2025
- 50 Gitex Global Dubai 2025
- 51 9^{ème} Conférence de l'Initiative Investissement Future, 27-30 octobre 2025 Riyad, Arabie Saoudite

BRÈVES PAYS

- 52 L'Elan économique du Sénégal : une Nouvelle ère de confiance et de Souveraineté stratégique
- 53 Dakhla, Souverain en terme de Logistique en Afrique
- 54 La Malaisie à l'avant-garde de la croissance de l'ASEAN en 2025

AGENDA DE L'OCI ET DU CIDC

- 56 Évènements à venir



Le Secrétaire général de l'OCI rencontre son Excellence le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, Président de la République du Tchad à Abu Dhabi

SON EXCELLENCE M. HISSEIN BRAHIM TAHA, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI), A PARTICIPÉ AU LANCEMENT OFFICIEL DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TCHAD (TCHAD CONNEXION 2030) LORS DU FORUM DE HAUT NIVEAU SUR LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT, ORGANISÉ À ABU DHABI LES 10 ET 11 NOVEMBRE 2025 À L'INITIATIVE DU MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉMIRATS ARABES UNIS ET DU MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET, DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD.

A cette occasion, Son Excellence le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, Président de la République du Tchad, a officiellement lancé le plan « Tchad Connexion 2030 » et rassuré la communauté internationale des investisseurs sur la stabilité et le potentiel prometteur de son pays. A son tour, Son Altesse Sheikh Khaled Bin Mohamed Bin Zayed Al Nahyan, Prince héritier d'Abu Dhabi et Président du Conseil Exécutif d'Abu Dhabi, a salué cette initiative et réaffirmé l'engagement des Émirats à établir des partenariats de développement durables avec la République du Tchad et d'autres nations africaines.

A noter que le projet Tchad Connexion 2030 vise à conduire le pays vers une transformation économique et sociale durable et à attirer plus de 30 milliards de dol-

lars d'investissements dans divers secteurs stratégiques de l'économie, parmi lesquels l'agriculture, l'élevage, le tourisme, la pêche, le secteur pétrolier et le domaine minier.

A noter qu'en marge du Forum, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, le Président de la République du Tchad, a reçu à sa résidence d'Abu Dhabi, le 12 novembre 2025, Son Excellence M. Hissein Brahimi Taha. Au cours de leur entretien, ils ont discuté des efforts déployés par la République du Tchad dans le domaine de la promotion du commerce et de l'investissement et ont souligné la nécessité de renforcer les liens de coopération entre la République du Tchad et l'OCI, notamment pour ce qui concerne la mise en œuvre du Plan « Tchad Connexion 2030 ». ■



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PETITE FILLE L'OCI réaffirme son engagement en faveur de l'autonomisation des filles et de la promotion de leurs droits

À l'occasion de la Journée internationale de la petite Fille, célébrée le 11 octobre et cette année sous le signe : « La Fille que je suis, Le Changement que je porte : Les filles en première ligne des crises », l'OCI a réaffirmé son engagement renouvelé à protéger et à faire progresser les droits, la dignité et le potentiel des filles partout dans le monde islamique. L'OCI reconnaît qu'en période de conflit, de chocs climatiques, de déplacement et d'instabilité sociale, les filles portent souvent un fardeau disproportionné et malgré cela, elles représentent un symbole d'espoir, de résilience, de changement et de transformation positive au sein de leurs familles et communautés.

À travers le Plan d'Action pour la Promotion de la Femme (OPAAW), l'OCI poursuit ses efforts dans le cadre de la mise en place d'un cadre global pour renforcer l'accès à l'éducation, à la santé, aux opportunités économiques et à l'inclusion sociale pour les filles, et ce en totale harmonie avec les valeurs de l'Islam et les normes internationales. En plus de ce plan, le Document de Djeddah sur les droits des Femmes en Islam, adopté en novembre 2023 et la Convention de Djeddah sur les droits de l'Enfant en Islam en cours de finalisation, reflètent à la fois l'engagement et la volonté de l'OCI et des pays membres à promouvoir la justice et l'équité entre les femmes et les hommes dans les pays membres et aussi à protéger les droits de la jeune fille dans un monde instable et incertain. ■

La réunion du Groupe de travail chargé d'examiner la feuille de route pour le processus de réforme de l'OCI se réunit à Djeddah



La réunion du Groupe de travail chargé d'examiner la feuille de route pour le processus de réforme de l'OCI s'est tenue le 9 novembre 2025 au Secrétariat général de l'OCI, sous la présidence de S.E. l'Ambassadeur Cenk Uraz, Représentant permanent de la République de Türkiye auprès de l'OCI. Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur les initiatives de réforme visant à renforcer l'Organisation et les participants ont élaboré un agenda pour la tenue de réunions séquentielles afin de garantir la mise en œuvre de réformes significatives et durables.

Les délégués ont également échangé sur les meilleures pratiques pour rationaliser et simplifier le processus de résolutions, renforcer leur cohérence et veiller à ce qu'elles restent ciblées, applicables et conformes aux priorités et mandats de l'Organisation. ■



Les ministres de la Santé de l'OCI appellent à une collaboration renforcée lors de leur rencontre à Amman

LA 8ÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE DES MINISTRES DE LA SANTÉ S'EST TENUE À AMMAN, AU ROYAUME HACHÉMITE DE JORDANIE, LES 8 ET 9 OCTOBRE 2025, SOUS LE THÈME « LA SANTÉ : NOTRE RESPONSABILITÉ COMMUNE ».

La Conférence a réuni pendant deux jours les Ministres de la Santé, les chefs de délégation, les représentants d'organisations internationales et les institutions de l'OCI pour des délibérations de haut niveau, des discussions techniques et l'adoption de résolutions clés et de la déclaration d'Amman visant à renforcer le secteur de la santé dans les États Membres de l'OCI.

A cette occasion, S.E. Dr Ibrahim Bdour, Ministre de la Santé de Jordanie a souligné l'importance d'une action Islamique commune pour relever les principaux défis liés au secteur de la santé. Pour sa part, le Secrétaire Général de l'OCI, S.E. Hissein Brahim Taha, représenté par S.E. l'Ambassadeur Aftab Ahmad Khokher, Secrétaire Général Adjoint aux Sciences et Technologies, a affirmé que la santé reste un secteur prioritaire pour les pays de l'OCI et constitue un pilier central de la prospérité et du développement durable. Le Directeur Général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), S.E. Tedros Adhanom Ghebreyesus, a quant à lui salué l'excellent partenariat existant entre

son Institution et l'OCI pour faire face ensemble aux défis liés au secteur de la santé à l'échelle mondiale ces dernières années.

Lors des délibérations, les pays membres ont salué les progrès réalisés dans le cadre du Programme d'action stratégique 2014-2023 en matière de santé (SHPA) et ont soutenu sa prolongation pour deux années supplémentaires, de 2025 à 2027. Ils ont aussi appelé à renforcer la coopération dans la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles et à promouvoir les soins de santé en vue de réduire la mortalité maternelle et infantile.

La Conférence a adopté la Déclaration d'Amman qui réaffirme la nécessité de disposer de soins de santé primaires résilients et centrés sur les personnes, de chaînes d'approvisionnement solides et d'une planification intégrée des effectifs de santé afin de garantir un accès équitable aux services essentiels pour plus de 1,9 milliard de personnes dans le monde islamique. ■



Tenue de la 6^{ème} session de la Conférence Islamique des Ministres du Travail à Doha

LA 6^{ème} SESSION DE LA CONFÉRENCE DES MINISTRES DU TRAVAIL DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI S'EST TENUE DU 15 AU 16 OCTOBRE 2025 À DOHA, SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE SHEIKH MOHAMMED BIN ABDULRAHMAN BIN JASSIM AL THANI, PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ÉTAT DU QATAR.

Cette Conférence tenue sous le thème « Expériences locales, réalisations mondiales : réussites dans le monde islamique » a réuni les Ministres du Travail des pays de l'OCI, de même que les représentants d'institutions et de la société civile, pour discuter de toutes les questions liées à la compétitivité et au renforcement des compétences de la main-d'œuvre et à la promotion d'un emploi décent et productif dans les pays de l'OCI. Cette rencontre de haut niveau a favorisé le partage des meilleures pratiques en matière de politiques de l'emploi, de développement des compétences, de protection sociale et d'inclusion sur le marché du travail. Il a aussi servi de cadre pour le renforcement de la coopération entre les pays et la promotion de

solutions innovantes face aux défis communs du monde du travail.

A l'invitation du Secrétariat général de l'OCI, le CIDC a pris part à cette Conférence et présenté les activités visant l'autonomisation économique des femmes et des jeunes et favorisant la création d'emploi pour ces populations grandement affectées par le chômage. En marge de la Conférence, Dr Mamoudou Bocar Sall, Directeur général adjoint, s'est entretenu avec Mme Noora Mubarak Al-Awlan, Directrice du Département de la recherche et des Etudes de la Chambre du Commerce du Qatar ainsi qu'avec les membres de Qatar Exports de la Banque du Développement du Qatar (QDB) pour leur participation & sponsoring du Forum de l'Investissement au Mali.

Par ailleurs il y a lieu de noter qu'à cette occasion, les Ministres du Travail de plusieurs pays membres dont le Royaume Hachémite de Jordanie, la République de Sierra Leone, la République du Yémen, la République Libanaise, la République Fédérale du Nigéria et la République d'Indonésie ont signé les Statuts du Centre du Travail de l'OCI, qui vise à promouvoir la coopération et la solidarité entre les pays membres dans le domaine du travail et de l'emploi. Cette signature porte à trente-deux (32) le nombre total de pays signataires des Statuts du Centre du Travail de l'OCI, elle reflète l'engagement des pays membres à renforcer la coopération dans le domaine du travail et de l'emploi. ■



L'OCI participe au 2^{ème} Sommet mondial sur le développement social à Doha

ORGANISÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES ET RÉUNISSANT LES CHEF D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT, CE SOMMET VISE À ACCÉLÉRER L'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ, DE LA PROMOTION DU PLEIN EMPLOI ET DU TRAVAIL DÉCENT ET DE L'INCLUSION SOCIALE.

L'objectif du 2^{ème} Sommet est de combler les lacunes persistantes, de réaffirmer l'engagement mondial en faveur du développement social et de donner un nouvel élan à la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030.

La 2^{ème} édition de ce Sommet organisée du 4 au 6 novembre à Doha a enregistré la participation de chefs d'État, de responsables gouvernementaux et de plusieurs délégations d'organisations internationales dont celle de l'OCI qui à cette occasion était représentée par une délégation de haut niveau conduite par Dr Amina Al-Hajri, Directrice générale des affaires culturelles, sociales et familiales, aux côtés de S.E. l'Ambassadeur Hameed Opeloyeru, Observateur permanent de l'OCI auprès des Nations Unies à New York.

La délégation de l'OCI a à cette occasion participé à des sessions et des ateliers qui ont abordé des questions clés dans les domaines de

l'autonomisation sociale, du développement durable, de l'innovation dans le travail social et du renforcement des partenariats internationaux. Parmi les temps forts de cette rencontre, il y a la session organisée par l'Organisation pour la coopération numérique (OCN) intitulée «Stratégies fondées sur les données pour combler les lacunes en matière de développement social et accélérer la mise en place d'une économie numérique inclusive» et l'événement parallèle organisé par le Sultanat d'Oman intitulé «Les femmes au cœur du développement : de l'autonomisation à l'impact». La délégation a également assisté à la session organisée par l'Institut international de Doha pour la famille sous le titre «La famille, pierre angulaire du développement et de l'intégration sociale : une approche stratégique pour un avenir durable».

Par ailleurs, Dr Amina Al-Hajri, a participé à un événement de haut niveau intitulé «L'entrepreneuriat féminin et l'innovation numérique

au service du développement durable», en présence de personnalités et de femmes leaders des Nations unies et internationales, ainsi que de ministres. Les participantes ont à cette occasion discuté du rôle des femmes leaders dans la transformation numérique, des défis auxquels elles sont confrontées et des solutions proposées pour renforcer leur participation dans ce domaine.

Lors de ses différentes interventions, le Secrétariat général de l'OCI a souligné que sa participation s'inscrit dans le cadre de la volonté de l'Organisation de soutenir les efforts internationaux visant à réaliser le développement durable et à renforcer la justice sociale, conformément à la vision 2025 de l'Organisation. Il a également exprimé sa sincère gratitude à l'État du Qatar pour son accueil et son organisation remarquable des travaux du sommet, ainsi que pour ses efforts visant à renforcer le dialogue et la coopération internationale sur les questions de développement social. ■



L'OCI participe aux 6^{ème} Jeux de solidarité islamique à Riyad

À L'INVITATION DE SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE ABDULAZIZ BIN TURKI AL-FAISAL, MINISTRE DES SPORTS DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION SPORTIVE DE LA SOLIDARITÉ ISLAMIQUE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCI, S.E. M. HISSEIN BRAHIM TAHA, A CONDUIT UNE DÉLÉGATION DE HAUT NIVEAU AUX 6^{ÈME} JEUX DE SOLIDARITÉ ISLAMIQUE, ORGANISÉ DU 7 AU 21 NOVEMBRE 2025 À RIYAD, SOUS LE PATRONAGE DU GARDIEN DES DEUX SAINTES MOSQUÉES, LE ROI SALMAN BIN ABDULAZIZ AL SAUD.

Lors de la cérémonie d'ouverture de ces jeux, le Secrétariat Général de l'OCI en la personne de S.E. l'Ambassadeur Tariq Ali Bakheet, Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires Humaines, Culturelles, Sociales et Familiales, a salué les efforts du Royaume d'Arabie Saoudite pour soutenir l'action islamique commune sous la sage direction du Custode des Deux Saintes Mosquées, le Roi Salman Bin Abdulaziz Al Saoud, et de Son Altesse Royale le Prince héritier, Premier Ministre, Le Prince Mohammed Ben Salmane. Son Excellence a également salué les efforts continus du Royaume pour soutenir le sport dans le monde islamique et à l'international et souligné que

les Jeux de la Solidarité Islamique sont le plus grand événement sportif dans le monde islamique, et l'un des événements sportifs les plus importants au monde incarnant les valeurs d'unité, de solidarité et de fraternité islamique.

A noter que cette édition a réuni plus de 3 000 athlètes des pays de l'OCI, ainsi que des ministres de la jeunesse et des sports et des responsables d'organisations régionales et internationales œuvrant dans les domaines liés au Sport et à la Jeunesse. Il convient également de rappeler que le Royaume d'Arabie Saoudite a été le premier pays à accueillir les Jeux de solidarité islamique en 2005. ■

Le Groupe d'experts gouvernementaux des pays de l'OCI examine le nouveau programme d'action décennal 2026/2035

LE GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI S'EST RÉUNI DU 17 AU 20 NOVEMBRE 2025 À DJEDDAH, EN ARABIE SAOUDITE AFIN DE POURSUIVRE LA RÉVISION DU NOUVEAU PROGRAMME D'ACTION DÉCENNAL DE L'OCI POUR LA PÉRIODE 2026-2035. CETTE RÉUNION QUI A DURÉ QUATRE JOURS A EU POUR OBJECTIF DE FINALISER L'ÉLABORATION DU NOUVEAU PROJET DE PROGRAMME EN VUE DE SA PRÉSENTATION AU PROCHAIN SOMMET ISLAMIQUE POUR ADOPTION.

Dans son discours d'ouverture le représentant permanent de la République de Türkiye auprès de l'OCI, Son Excellence l'Ambassadeur Cenk Oraz a exprimé sa gratitude et sa reconnaissance aux représentants des États membres et des institutions de l'Organisation pour leur participation active à la série de réunions visant à élaborer le nouveau programme d'action décennal. Il a également présenté la feuille de route et les travaux entrepris par le Secrétariat général de l'OCI en ce sens. A son tour le Secrétaire général adjoint chargé des affaires économiques, Son Excellence Dr Ahmad Kawesa Sengendo



a prononcé le discours du Secrétaire général de l'OCI, M. Hissein Brahim Taha. A cette occasion, il a indiqué que le nouveau projet de programme d'action décennal constitue une véritable feuille de route pour les dix prochaines années qui est destinée à renforcer l'action islamique commune dans divers domaines stratégiques et prioritaires pour les pays de l'OCI. Il a également salué la grande contribution des pays dont les propositions ont été dûment intégrées dans le projet de document soumis à la réunion.

Au cours de ces journées de travail, les discussions ont été marquées par une participation soutenue des représentants des États membres, donnant lieu à des échanges constructifs sur les priorités à accorder aux différents domaines du développement socio-économiques des États Membres. Les questions politiques et économiques ont été celles qui ont suscité le plus grand nombre d'interventions.

A cette occasion, le Président de la réunion Son Excellence l'Ambassadeur Cenk Oraz a salué les efforts considérables déployés par

l'OCI et ses organes subsidiaires. Il a toutefois souligné que la mise en œuvre effective de certaines actions requiert des ressources financières additionnelles. En ce sens, il a exhorté les États membres à honorer régulièrement leurs contributions financières envers l'OCI et ses structures subsidiaires.

À l'issue de la troisième journée, et après l'examen de l'ensemble des domaines programmés, il est apparu que certains points nécessitaient des consultations supplémentaires des représentants avec leurs capitales. Afin de permettre à l'OCI d'intégrer toutes les propositions et amendements dans le programme avant sa présentation pour validation finale, le Président a proposé la tenue d'une réunion complémentaire à une date qui tienne compte des prochains engagements de l'OCI, notamment la réunion des Ministres des Affaires Étrangères devant se tenir en Azerbaïdjan en 2026, tout en laissant à l'Organisation le choix de la date.

A noter qu'à l'invitation du Secrétariat général de l'OCI, une délégation du CIDC, menée par le Directeur Général Adjoint du Centre

- Dr Mamoudou Bocar SALL, a pris part à la réunion pour contribuer à la finalisation du programme d'action décennal. Cette participation a permis au Centre de suivre de près l'élaboration du cadre stratégique de l'OCI pour les dix prochaines années. Les discussions ont confirmé la place centrale des questions économiques et commerciales dans les préoccupations des États membres, ce qui offre au CIDC une opportunité de renforcer son rôle et sa contribution au sein de l'Organisation.

En marge de la réunion, la délégation du CIDC a tenu plusieurs rencontres bilatérales avec des représentants d'États membres et d'autres participants afin de consolider les partenariats et d'explorer des opportunités de collaboration pour l'organisation d'événements conjoints. Par ailleurs, une rencontre s'est tenue avec le Directeur Général du Département des Affaires Technologiques et Scientifiques de l'OCI pour discuter de l'organisation d'activités communes visant la promotion de l'investissement dans le secteur de la santé. ■



Festival Culturel de l'OCI à Bakou

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'OCI A ORGANISÉ AVEC LE MINISTÈRE DE LA CULTURE DE LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN LE FESTIVAL CULTUREL DE L'OCI SOUS LE THÈME : « SEMAINE CRÉATIVE DE BAKOU », DU 5 AU 11 DÉCEMBRE 2025.

À cette occasion, la délégation de l'OCI était conduite par le Secrétaire général adjoint pour les Affaires culturelles, sociales et humanitaires de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), l'Ambassadeur Tarig Aly Bakheet. La cérémonie d'ouverture du Festival s'est tenue en présence de S.E.M. Adil Karimli, Ministre de la Culture de l'Azerbaïdjan avec la participation des Ministres de la Culture et délégations de 50 pays,

des Institutions dédiées de l'OCI et internationales et de plus de 5 000 visiteurs.

À cette occasion, l'Ambassadeur Tarig Aly Bakheet a prononcé le discours de S.E.M. Hissein Brahim Taha dans lequel ce dernier exprime les sincères remerciements de l'OCI au gouvernement et au peuple de la République d'Azerbaïdjan pour l'organisation de ce Festival visant à faire de Bakou

une capitale mondiale des industries créatives. Il a également salué le soutien constant apporté par la République d'Azerbaïdjan à l'OCI notamment dans les domaines de la culture, des affaires humanitaires, de la coopération économique et de l'échange des meilleures pratiques, ainsi que pour la mise en place d'une plateforme visant à célébrer le patrimoine riche et diversifié du monde islamique. Dans son discours, S.E.M.



Hissein Brahim Taha a aussi mis en exergue la place centrale qu'occupe les activités culturelles dans le raffermissement de relations personnelles et institutionnelles et la création de réseaux de coopération et de partenariats utiles. Il a de même souligné l'importance des échanges culturels pour enrichir le patrimoine commun au sein du monde islamique et surmonter les malentendus tout en renforçant l'identité collective et en consolidant l'unité et la solidarité au sein de la communauté plus large de l'OCI.

Lors de cet événement se sont tenues plusieurs manifestations et expositions visant à promouvoir les industries créatives et innovantes liées à l'art, la culture et à l'éducation dans les pays de l'OCI. Parmi elles, il y a «l'Expo Creative Village», présentant des ins-

tallations artistiques, des œuvres artisanales, des pièces d'artistes jeunes ainsi que des ateliers de collectifs créatifs, l'Expo sur les industries culturelles et créatives qui a réuni des dizaines de projets dans le design, le cinéma, la mode, l'art numérique, l'animation et les technologies émergentes, l'Expo de calligraphie islamique préparée en collaboration avec le Centre de Recherche sur l'Histoire, l'Art et la Culture Islamiques (IRCICA), l'Expo des startups I2C, l'Omarket (Orient Film Market), l'Atelier créatif AI4Art et la Plateforme CulTech qui présente des solutions technologiques pour le secteur culturel du monde islamique. En marges de ces festivités se sont tenues des tables rondes, des projections et des forums couvrant le cinéma, le théâtre, la musique, la mode, la danse, le design de jeux, l'animation et la créativité numé-

rique de même qu'une rencontre de haut niveau des Ministres de la Culture des États membres de l'OCI pour discuter des initiatives conjointes et des nouvelles orientations pour la coopération dans le domaine des industries créatives et innovantes.

À l'issue du Festival, un Communiqué a été adopté par les pays participants de même que le Secrétariat général de l'OCI. Il définit une vision commune des États membres de l'OCI visant à renforcer la coopération dans le domaine des industries créatives, à encourager les initiatives conjointes et à donner un nouvel élan à la diplomatie culturelle. Ce Communiqué souligne également l'importance stratégique de nouer de futurs partenariats et de poursuivre les efforts de collaboration entre les pays.

À l'invitation du Secrétariat général de l'OCI, une délégation du CIDC conduite par Monsieur Ismail Taqui Chef de Département de la Facilitation du Commerce a pris part à cet événement et dans le sillage du «Baku creative week», le CIDC a organisé un Panel sur le thème : Rôle des industries culturelles et créatives (ICC) dans la promotion du commerce et de l'investissement dans les pays membres de l'OCI. La session qui s'est tenue le mardi 9 décembre a permis aux différents intervenants d'explorer les stratégies pour tirer parti du potentiel des ICC afin d'améliorer l'investissement et le commerce intra-OCI dans les services. A cette occasion, les échanges ont été modérés par M. Samir HAJIBAYU, Associate au Caucase ventures et parmi les intervenants il y avait les représentants du CIDC, du SESRIC, de l'IRCICA de même que des investisseurs de plusieurs pays.

La présentation du CIDC, faite par M. Birane Mamadou Salane

qui a porté sur la thématique « Promouvoir le commerce et l'investissement intra-OCI dans les services créatifs: construction de chaînes de valeur et intégration des marchés ». A cette occasion, M. Salane l'expert a indiqué que le CIDC considère les Industries Culturelles et Créatives (ICC) comme des moteurs cruciaux de la diversification économique, essentiels à l'atteinte des objectifs de commerce intra-OCI.

La stratégie du CIDC pour la promotion des services créatifs et de l'investissement repose sur deux piliers principaux :

1. Promotion des Flux d'Investissement : Le CIDC organise des forums « ICDT Invest Days » pour canaliser les capitaux spécifiquement vers les entreprises de divers secteurs dont les entreprises ICC.

2. Promotion Commerciale (expositions spécialisées) : Le CIDC identifie les ICC comme un domaine clé pour la promotion à travers des expositions et des missions commerciales.

Le panel a connu également la participation de représentant du SESRIC, de l'IRCICA et d'une représentante d'un bureau de conseil «Venture partner TREOO VC», spécialisé en évaluation et encadrement des startups. Le SESRIC (Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries) a abordé le sujet du développement du capital humain et du renforcement des capacités pour des industries créatives durables présenté par Alya Serifi ORTAK, technical cooperation officer. Muhammed Efdaluddin Kilic de l'IRCICA (Research Center for Islamic History, Art and Culture) a mis en exergue l'importance de l'innovation dans l'artisanat et la calligraphie



dans les pays membres de l'OCI. Concernant Mme Mine Dedekoca, représentante de «Venture partner TREOO VC», a mis le focus sur les critères recherchés par les investisseurs dans les projets des entrepreneurs en vue de leur accorder des financements, notamment la productivité et les performances de la créativité dans l'environnement du travail.

Outre le panel, le CIDC a coordonné et sponsorisé la participation de jeunes entrepreneurs lors de ce festival culturel de l'OCI, un aspect central de son action de renforcement des capacités (Capacity Building and Empowering Creative Entrepreneurs). L'action du CIDC s'insère dans le cadre de l'activité «Creative Village (MYEXPO)» qui offrait un espace d'exposition pour les arts traditionnels, l'artisanat et les pro-

duits des industries créatives. Le parrainage du CIDC a concerné 4 startups ICC opérant dans les domaines de la mode, de la production cinématographique, de la photographie et de la peinture. Leurs stands étaient situés dans la zone «Invest 2 Create Zone». Il s'agit de Junior Charly KODJO de la côte d'ivoire, porteur du projet Instant2VieStudio, Massira TOURÉ du Mali, CEO de WIDOO Design, Wendpagnagde Cécile Marie Claire SEBGO du Burkina Faso pour le projet CLO Design et Ibrahima MBENGUE du Sénégal pour son projet Iboo photography.

Les stands de ces startups étaient un élément clé de la mission. Le networking des jeunes entrepreneurs leur a permis de présenter leurs projets et services à des financiers, des partenaires potentiels et au public curieux, venu

Le CIDC participe à la 9^{ème} réunion annuelle de coordination des institutions de l'OCI



visiter les stands. Ils ont notamment reçu la visite du Directeur de la communication de l'OCI et de Dr Ameth DIALLO, Directeur du Comité Permanent de l'OCI pour l'Information et les Affaires Culturelles (COMIAC). Le festival leur a également facilité le réseautage avec leurs pairs des autres pays pour encourager la collaboration et la promotion de projets de co-production. ■



A l'invitation du Secrétariat général de l'OCI, une délégation du CIDC conduite par Mme Latifa Elbouabdellaoui a pris part à la 9^{ème} réunion annuelle de coordination des institutions de l'OCI (ACMOI) tenue au siège de l'OCI à Djeddah les 10 et 11 décembre 2025. Cette réunion organisée annuellement a rassemblé les institutions de l'OCI, les Secrétaires généraux adjoints de l'OCI et les chefs des départements du Secrétariat général, ainsi que le personnel provenant de divers départements concernés. A la cérémonie d'ouverture de la rencontre, Son Excellence Dr Ahmad Kawesa Sengendo, Secrétaire général adjoint de l'OCI chargé des Affaires économiques a prononcé son discours soulignant l'importance de la réunion qui se tient à un moment où les pays membres sont confrontés à plusieurs défis socio-économiques et autres tels que le changement climatique, l'insécurité alimentaire, les déplacements de populations et les conflits. A cet égard Son Excellence a déclaré

que les échanges lors de la réunion se concentreront sur l'état actuel de la mise en œuvre des activités dans divers secteurs de même que sur les priorités pour l'année à venir conformément aux résolutions connexes de l'OCI.

Lors de cette rencontre les participants ont examiné la mise en œuvre des activités de l'année en cours, qui ont été convenues lors de la dernière réunion en décembre 2024, et propose des projets concis pour 2026. Ils ont également revu les progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités prévues par l'OCI dans les domaines politique, économique, scientifique, technologique, culturel, sportif, familial, de l'information, des droits de l'homme, ainsi que dans le domaine humanitaire. Pour finir, les participants ont formulé des recommandations relatives aux nouveaux projets, et ce en vue de les présenter au Conseil des ministres des Affaires étrangères (CMAE), qui se tiendra en 2026 en Azerbaïdjan. ■



Le CIDC a pris part au 10^{ème} Salon Halal à Istanbul

Dans le cadre de ses activités visant à promouvoir le Commerce et les investissements entre les pays de l'OCI dans le secteur de l'Industrie du Halal, le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) et l'Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (SMIIC) ont organisé sous le Patronage de la Présidence de la République de Türkiye la 10^{ème} édition du Salon des Produits Halal des États Membres de l'OCI, et ce, du 26 au 29 novembre 2025 à «Istanbul Expo Center», en concomitance avec le «11th World Halal Summit 2025» sous le thème : «Renforcer l'industrie halal par l'innovation et l'excellence».

Ce Salon avait pour objectifs d'accueillir les acteurs de la filière Halal en quête d'opportunités d'affaires et de partenariats dans les pays de l'OCI et a représenté une opportunité pour les entreprises et acteurs de la filière Halal pour promouvoir leurs produits et services et développer les investissements dans ce secteur.

Les catégories de produits exposés étaient dédiées au : Tourisme Halal, Finance islamique, Textile et mode modeste, Cosmétiques et soins personnels, agro-alimentaire et boissons, Transformation des aliments, machines et équipements, Emballage.

Le Salon a enregistré la participation de plus de 500 exposants nationaux et internationaux et environ 40.000 visiteurs. De même qu'elle a connu l'organisation de rencontres B2B entre les Hommes d'affaires provenant des États Membres de l'OCI et des «country Business Forums» et la mise en place des espaces dédiés au «Global Seller» et des défilés de modes «Modest fashion».

La cérémonie d'ouverture a été marquée par le message adressé par SE Recep Tayyip Erdoğan – Président de la République de Türkiye, dans lequel il a réitéré la volonté de la Türkiye pour développer l'industrie Halal pour devenir un tournant et un Hub pour les opérateurs économiques des États Membres.

Le CIDC, a pour sa part, souligné l'importance de l'industrie Halal comme secteur à fort potentiel d'échanges entre les pays de l'OCI, ainsi que sa contribution notable au développement du commerce Intra-OCI. ■

Le CIDC, a pour sa part, souligné l'importance de l'industrie Halal comme secteur à fort potentiel d'échanges entre les pays de l'OCI, ainsi que sa contribution notable au développement du commerce Intra-OCI. ■



PARTICIPATION DU CIDC À LA 41^{ème} SESSION MINISTÉRIELLE DU COMCEC À ISTANBUL

Un rendez-vous stratégique pour renforcer la coopération économique dans l'espace OCI

À L'INVITATION DU COMCEC, LE CIDC A PRIS PART À LA 41^{ème} SESSION MINISTÉRIELLE ORGANISÉE DU 1 AU 4 NOVEMBRE 2025 À ISTANBUL. CET ÉVÉNEMENT MAJEUR, PLACÉ SOUS LA PRÉSIDENTIE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TÜRKİYE, A RÉUNI LES MINISTRES DE L'ÉCONOMIE, DU COMMERCE, DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DES 57 ÉTATS MEMBRES DE L'OCI, DE MÊME QUE LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET DE DÉVELOPPEMENT DU MONDE ISLAMIQUE.

Cette réunion annuelle intervient dans un contexte mondial complexe, marqué par les tensions géopolitiques, la montée des coûts logistiques, la volatilité des cours des matières premières (alimentaires, minerais et énergétiques) et les défis liés à la transition numérique et climatique. Dans cette dynamique, le COMCEC joue un rôle central en tant que plateforme de coordination des politiques économiques entre États membres, visant à accroître les échanges intra-OCI, améliorer la compétitivité des économies, soutenir les PME et renforcer la gouvernance économique.

Lors de cette 41^{ème} Session, les Ministres et Chefs de délégation des pays de l'OCI ont examiné les progrès réalisés dans le domaine économique dans la région OCI et

adopté plusieurs résolutions visant à renforcer les économies et leur intégration à l'échelle régionale et internationale. Les États membres ont également réaffirmé leur engagement à renforcer la coopération économique, à promouvoir la solidarité et à poursuivre les réformes visant à accroître la compétitivité et la résilience économique dans l'espace OCI.

Parmi les activités économiques organisées en marge de la réunion ministérielle, nous pouvons citer les suivantes :

- Petit-déjeuner ministériel de travail de cette année qui a porté sur les possibilités du soutien de la Syrie ;
- Sommet des chefs d'entreprise de l'OCI sur le thème « le secteur



privé comme partenaire stratégique pour le développement durable », organisé par La Chambre Islamique de Commerce et de Développement (ICCD) ;

- Panel sur la « Revitalisation des activités économiques dans les zones rurales en Syrie » ;

- Panel sur « Mobiliser les dynamiques de développement économique et social : le cas de la Syrie ».

En marge de cette réunion ministérielle, Mme Latifa Elbouabdellaoui, Directrice Générale du CIDC a tenu des rencontres bilatérales avec les délégations du Bur-

kina Faso, de l'Egypte, des Emirats Arabes Unis, de l'ITFC, de l'IOFS et de l'IRCICA. Les discussions ont porté sur les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale par le biais de projets d'intérêt commun favorisant le développement socio-économique de la région OCI. ■

Le CIDC promeut l'investissement dans la santé mondiale à travers la finance islamique



DANS LE CADRE DE SES MISSIONS INSTITUTIONNELLES DE PROMOTION DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT ENTRE LES ÉTATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI), LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC) A ORGANISÉ, À RIYAD, UNE TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU SUR LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT DANS LA SANTÉ MONDIALE À TRAVERS LA FINANCE ISLAMIQUE, EN PARTENARIAT AVEC LE BUREAU RÉGIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) POUR LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE.



Visant à promouvoir l'investissement et à renforcer la mobilisation de financements innovants, notamment à travers les instruments de la finance islamique, au service du développement et du renforcement des systèmes de santé, cette rencontre a réuni des représentants des gouvernements, d'organisations internationales, d'institutions financières multilatérales, du secteur privé, de fondations philanthropiques ainsi que du monde académique.

La table ronde a été organisée dans un contexte marqué par une diminution significative de l'aide publique au développement, de la faiblesse de l'investissement dans les projets de santé communautaire, une augmentation des besoins sanitaires et une pression accrue sur les systèmes de santé des pays membres de l'OCI et de l'OMS. Les discussions ont mis en évidence la nécessité de diversifier et de rendre plus durables les sources de financement de la santé.

La rencontre a permis d'explorer les opportunités offertes par la finance islamique — notamment les sukuk sociaux, le waqf, la zakat et le takaful — pour soutenir la couverture sanitaire universelle et renforcer la

résilience des systèmes de santé dans les Etats Membres. Les échanges ont permis de souligner que la finance islamique constitue une source de financement supplémentaire importante mais encore insuffisamment exploitée dans le secteur de la santé. Avec des actifs dépassant les 5 000 milliards de dollars américains, ce mode de financement présente une forte compatibilité avec les principes d'équité, de solidarité et d'investissement dans l'économie réelle.

À cette occasion, Mme Latifa Elbouabdellaoui, Directrice Générale du Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), a souligné que la participation du CIDC à cette table ronde s'inscrit pleinement dans son mandat de promotion du commerce et de l'investissement au service du développement durable des États membres de l'Organisation de la Coopération Islamique. Elle a rappelé que le secteur de la santé constitue aujourd'hui un domaine stratégique majeur à fort potentiel d'investissement, appelant à une mobilisation accrue des capitaux, en particulier à travers des instruments innovants et conformes aux principes de la finance islamique.

Par ailleurs, Mme la Directrice Générale a mis en exergue l'importance de renforcer les synergies entre les acteurs publics, les institutions financières, le secteur privé et les partenaires techniques, afin de transformer les besoins croissants en matière de santé en projets bancables, capables d'attirer des investissements durables et à fort impact.

Mme Latifa Elbouabdellaoui a également souligné que les échanges tenus lors de cette rencontre ont permis d'identifier des perspectives prometteuses de coopération future, notamment dans le cadre de la Coalition pour le financement islamique de la santé, que le CIDC entend soutenir activement en vue de favoriser l'émergence de partenariats structurants et d'initiatives d'investissement à fort impact au bénéfice des États membres. Le CIDC demeure disposé à accompagner les Etats Membres dans son programme d'échanges d'expériences des renforcements des capacités Institutionnelles et du secteur privé et de mobiliser les fonds au sein du système de l'OCI mais aussi avec ses partenaires au développement de la Région. ■



1ère Réunion des parties contractantes à l'Accord sur la Protection et la Promotion des Investissements

LE CIDC A PARTICIPÉ À LA PREMIÈRE RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES À L'ACCORD SUR LA PROMOTION, LA PROTECTION ET LA GARANTIE DES INVESTISSEMENTS ENTRE LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI, ORGANISÉE DU 26 AU 28 OCTOBRE 2025 AU SIÈGE DE L'OCI À DJEDDAH.

Cette réunion a porté sur la révision de l'Accord afin qu'il contribue pleinement au développement des flux d'investissements dans l'espace OCI.

Lors des deux jours de délibérations, les discussions ont porté sur les conclusions de l'étude réalisée par des experts mandatés par le Secrétariat général de l'OCI, à savoir le Professeur Makane Moïse Mbengue (Université de Genève), le Dr Amr

Hedar, consultant international égyptien, et le Dr Hassan Ali, et ce en vue de relever les lacunes liées à l'Accord. Après avoir présenté le contexte international dans lequel s'inscrit cette opération de révision de même que les meilleures pratiques internationales en matière de dispositions juridiques relatives à la protection et à la promotion des investissements, les experts ont formulé plusieurs recommandations permettant de combler le vide juridique

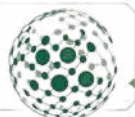
de certaines parties de l'Accord, de stimuler les investissements et de favoriser une croissance durable dans la région OCI.

Au terme de cette réunion, il a été recommandé aux pays membres de formuler leurs observations sur l'étude de leur côté et de programmer une prochaine réunion afin de poursuivre la réflexion sur les prochaines étapes du processus de révision de l'Accord. ■



THE ISLAMIC CORPORATION FOR
THE INSURANCE OF INVESTMENT
AND EXPORT CREDIT
Member of the Islamic Development Bank Group

Building Your Information
OIC
BUSINESS
INTELLIGENCE
CENTRE
(OBIC)



La 4^{ème} Session OBIC renforce les capacités des acteurs du commerce et de l'investissement au sein des pays de l'OCI

LA 4^{ème} ÉDITION DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SUR « LE RÔLE DES INFORMATIONS DE CRÉDIT ET DES IDENTIFIANTS UNIQUES DANS L'APPUI AUX DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT ET DE COMMERCE » S'EST TENUE AVEC SUCCÈS À CASABLANCA, DU 24 AU 26 NOVEMBRE 2025.

Organisé conjointement par la Société Islamique d'Assurance des Investissement et des Crédits à l'Exportation (ICIEC), le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Arabe de Développement Economique en Afrique (BADEA), Afreximbank et le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), l'événement a réuni des représentants de haut niveau des Ministères de l'Investissement et des Agences de Promotion des Investissements de plusieurs pays membres de l'OCI.

Dans son allocution d'ouverture, Mme Latifa El Bouabdellaoui,

Directrice Générale du CIDC, a souligné l'importance stratégique des systèmes d'information de crédit fiables et des identifiants uniques pour renforcer la transparence, réduire les risques et faciliter les échanges commerciaux et les investissements intra-OCI. Elle a réaffirmé l'engagement du CIDC à accompagner les États membres dans le développement d'outils numériques au service des PME, investisseurs et institutions financières.

Pendant trois jours, les participants ont exploré les concepts clés du reporting de crédit, l'usage des identifiants uniques, ainsi que des pla-

teformes numériques émergentes telles que l'Africa Trade Gateway. La session a également favorisé le partage d'expériences et la coopération interinstitutionnelle.

À travers l'OBIC, le CIDC et ses partenaires ambitionnent d'accélérer l'intégration économique et de renforcer la résilience des économies des pays membres de l'OCI.

M. Charif El Hamraoui Sbai, expert du CIDC, a fait une présentation sur l'efficacité de l'utilisation des statistiques du commerce et de l'investissement au profit des opérateurs économiques des pays de l'OCI. ■

□ INTERVIEW

SE DR AHMAD KAWESA SENGENDO

Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires Economiques à l'OCI



“ L’OCI travaille actuellement à la modernisation de l’Accord d’investissement de l’OCI de 1981 afin de stimuler davantage les investissements dans ses États membres. ”

1. En tant que Secrétaire général adjoint chargé des affaires économiques à l'OCI, pouvez-vous nous présenter les missions de l'Organisation et les actions majeures menées pour dynamiser le commerce et les investissements entre ses États membres ?

Deuxième plus grande organisation intergouvernementale au monde après les Nations Unies, l'OCI constitue aujourd'hui une plateforme stratégique de coopération réunissant 57 États membres. Depuis sa création en 1969, l'Organisation n'a cessé d'élargir son champ d'action pour répondre aux mutations profondes de l'environnement international.

L'OCI œuvre à la défense et à la promotion des intérêts du monde musulman dans des domaines aussi variés que la diplomatie, le développement économique, la science et la technologie, la culture, l'action humanitaire et la cohésion sociale. Elle joue également un rôle important de coordination politique, en favorisant des positions communes sur les grandes questions internationales et en renforçant la voix collective de ses États membres au sein des instances multilatérales.

Sur le plan économique, l'Organisation accorde une importance croissante à l'intégration régionale et au développement durable. Le Département des affaires économiques, que j'ai l'honneur de diriger, est chargé de coordonner la mise en œuvre des programmes économiques adoptés par les États membres lors des sommets et des conférences ministérielles. Il apporte également un appui stratégique au Secrétaire général de l'OCI sur les politiques de développement socio-économique, tout en favorisant les partenariats

avec les gouvernements, les institutions spécialisées de l'OCI et les organisations internationales.

Nos interventions couvrent des secteurs clés ayant un impact direct sur la croissance et le bien-être des populations, notamment l'intégration économique, la diversification productive, le développement industriel, la sécurité alimentaire, les corridors de transport, la connectivité numérique ainsi que le renforcement des capacités et l'implication du secteur privé. Une attention particulière est accordée à la coordination entre les institutions de l'OCI afin d'assurer la cohérence des politiques, de renforcer les synergies et d'éviter les chevauchements.

La promotion du commerce et des investissements intra-OCI constitue aujourd'hui l'un des piliers de notre action. À cet égard, la mise en œuvre progressive du Système de préférences commerciales de l'OCI (SPC-OCI) a permis d'enregistrer des avancées notables. En 2025, le commerce intra-OCI a atteint un taux de 20,36%, un seuil désormais franchi par plus de la moitié de nos États membres. Certains pays, notamment dans les régions du Golfe et d'Asie, ont même dépassé les attentes, avec des niveaux compris entre 25 et 35%. Des performances encourageantes ont également été observées en Afrique, en particulier dans les pays bénéficiant de cadres d'intégration régionale tels que la CEDEAO et l'UEMOA.

En matière d'investissements, la dynamique est tout aussi positive. Les flux d'investissements directs étrangers vers les pays de l'OCI ont connu une progression significative, atteignant 210 milliards de dollars en 2024, contre 150 milliards de dollars en 2023, soit une hausse de plus de 27%. La part des

États membres de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE a ainsi atteint un niveau historique de 13,9%.

Dans cette perspective, l'Organisation s'attelle actuellement à la modernisation de l'Accord d'investissement de l'OCI de 1981, afin de créer un cadre plus attractif, plus moderne et mieux adapté aux réalités économiques actuelles, capable de stimuler davantage les investissements productifs au sein de l'espace économique de l'OCI.

2. Le Programme d'action 2026-2035 de l'OCI constitue l'un des axes prioritaires de votre Département. Pourriez-vous nous en exposer les grandes orientations et expliquer comment ce cadre stratégique pourrait contribuer à stimuler le commerce et les investissements au sein de l'espace de l'OCI, en particulier dans les pays africains membres de l'Organisation ?

Le Programme d'action de l'OCI pour la période 2026-2035, actuellement en phase finale d'élaboration en vue de son adoption lors de la prochaine session de la Conférence islamique au sommet prévue en Azerbaïdjan, s'inscrit dans la continuité du Programme d'action 2016-2025. Celui-ci a jalonné une décennie d'initiatives soutenues en faveur de la solidarité, de la coopération et du développement durable au sein du monde islamique, en mettant l'accent sur 18 domaines prioritaires, dont le renforcement du commerce et des investissements intra-OCI.

S'appuyant sur les résultats obtenus durant la période précédente, le nouveau programme d'action 2026-2035 vise à approfondir l'intégration économique entre les États membres, tout en plaçant le développement humain, la science,

la technologie et l'innovation au cœur de l'action collective. Ses principales orientations portent notamment sur le renforcement de la coopération économique et commerciale intra-OCI, l'amélioration des systèmes d'éducation et de santé, l'autonomisation des jeunes et des femmes, ainsi que la sauvegarde du patrimoine culturel. Le Programme accorde également une importance particulière à la lutte contre le changement climatique, à la transformation numérique et au renforcement de la coopération régionale. À travers des actions concertées, des dispositifs institutionnels consolidés et des partenariats public-privé renforcés, l'OCI ambitionne de bâtir, à l'horizon 2035, un espace économique plus intégré, plus résilient et plus prospère.

Concernant plus spécifiquement les pays africains membres de l'OCI, le Programme d'action 2026-2035 met en place un cadre global et structuré destiné à stimuler le commerce et les investissements sur le continent. Il vient ainsi compléter et appuyer les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), à laquelle de nombreux États membres de l'OCI ont adhéré, parallèlement à leur participation au Système de préférences commerciales de l'OCI (SPC-OCI).

En encourageant l'intégration économique, la facilitation des investissements transfrontaliers ainsi que le développement industriel et numérique, ce programme devrait favoriser l'augmentation du commerce intra-OCI, l'attraction des investissements et la création d'opportunités économiques durables. Les actions envisagées portent notamment sur la simplification des échanges commerciaux, la mise en place de plateformes de promotion de l'investissement, le renfor-



LE PROGRAMME D'ACTION 2026-2035
DEVRAIT CONTRIBUER DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE
À LA PROMOTION D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE
ET AU RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE
ÉCONOMIQUE DES ÉTATS MEMBRES AFRICAINS
DE L'OCI.

cement des capacités institutionnelles et l'appui ciblé aux petites et moyennes entreprises, en particulier celles dirigées par des femmes et de jeunes entrepreneurs.

La création d'emplois et l'autonomisation économique des jeunes, qui représentent la majorité de la population africaine, figurent ainsi

parmi les axes centraux du programme. Dans son ensemble, le Programme d'action 2026-2035 devrait contribuer de manière significative à la promotion d'une croissance inclusive et au renforcement de la résilience économique des États membres africains de l'OCI.

3. À votre avis, quels sont les principaux domaines de coopération à renforcer entre l'OCI, ses institutions spécialisées, en particulier le CIDC, et les États membres, afin de dynamiser le commerce et les investissements intra-OCI au sein de la région de l'Organisation ?

Pour renforcer durablement le commerce et les investissements intra-OCI, il est indispensable de mettre en place un cadre de coopération plus intégré, plus opérationnel et davantage orienté vers les résultats entre l'OCI, ses institutions, en particulier le CIDC, et les États membres.

En premier lieu, la facilitation des échanges demeure une priorité centrale. Malgré un engagement politique affirmé, les barrières non tarifaires continuent de freiner les flux commerciaux au sein de la région de l'OCI. Il est donc essentiel de promouvoir la reconnaissance mutuelle des normes et des certifications, tout en soutenant la modernisation et la numérisation des administrations douanières. Dans ce contexte, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer le commerce intra-OCI à travers la mise en œuvre effective des accords du SPC-OCI, une meilleure promotion commerciale, la réduction des obstacles aux échanges, l'amélioration de la logistique, le développement du financement du commerce et l'accélération de l'intégration numérique. À cet égard, le CIDC joue un rôle déterminant dans la transformation des engagements politiques en actions concrètes sur le terrain.

Deuxièmement, un accent accru doit être mis sur la promotion des investissements, en particulier dans le développement des chaînes de valeur régionales. Au-delà du commerce, il est essentiel de stimuler les investissements transfrontaliers afin



**LE CIDC JOUE UN RÔLE DÉTERMINANT
DANS LA TRANSFORMATION DES ENGAGEMENTS
POLITIQUES EN ACTIONS CONCRÈTES
SUR LE TERRAIN.**

de créer des écosystèmes productifs régionaux dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, la santé, l'énergie, la logistique et l'industrie manufacturière. Le renforcement de la coopération entre les agences nationales de promotion de l'investissement, ainsi que la facilitation de partenariats public-privé à l'échelle des États membres, constituent à cet égard des leviers essentiels.

Troisièmement, la digitalisation et l'intelligence commerciale offrent des perspectives majeures pour approfondir l'intégration économique. Les plateformes numériques de commerce, les systèmes e-Phyto et e-TIR, ainsi qu'un meilleur accès à l'information sur les marchés, peuvent contribuer de manière significative à la réduction des coûts de transaction et à une participation accrue des PME au commerce intra-OCI. Par ailleurs, l'exploitation du potentiel considérable de l'intelligence artificielle dans les initiatives socio-économiques des États membres permettra d'accélérer les

échanges commerciaux et de renforcer durablement la productivité.

Enfin, ces efforts ne sauraient porter pleinement leurs fruits sans des institutions solides et un capital humain renforcé. Le développement des capacités, le dialogue politique et le partage des bonnes pratiques demeurent des piliers fondamentaux de la coopération au sein de l'OCI. Des institutions telles que le CIDC disposent, à cet égard, d'une expertise particulièrement adaptée pour accompagner les États membres dans ces processus.

En définitive, l'ambition est de renforcer la stabilité politique à travers la création d'un impact économique réel, durable et résilient, reposant sur une coordination renforcée, une mobilisation efficace des financements, une participation active du secteur privé et la volonté d'assurer que la coopération au sein de l'OCI produise des résultats concrets au profit des économies et des populations des États membres. ■

DOSSIER SPÉCIAL

DU PATRIMOINE
AU MARCHÉ

**L'ESSOR DE
L'ARTISANAT
DANS LES PAYS
DE L'OCI**



Le secteur de l'artisanat constitue l'une des expressions les plus vivantes du patrimoine culturel créatif et un pourvoyeur de devises dans certains Etats Membres de l'OCI. Des tapis finement tissés et articles de cuir façonnés à la main aux œuvres en bois sculpté, en métal, en poterie, ainsi qu'aux bijoux et textiles incarnent des siècles de savoir-faire artistique et font office d'archives vivantes de l'identité locale. L'artisanat moyen-oriental reflète fréquemment l'influence de l'art islamique, notamment à travers les motifs géométriques, la calligraphie et les références architecturales, tandis que les traditions artisanales africaines et asiatiques se caractérisent par des couleurs vives, des motifs symboliques et le recours à des matériaux naturels tels que l'argile, les perles, le cuivre, les fibres et le bois.

Au-delà de leur valeur esthétique, les produits artisanaux remplissent une fonction socio-économique majeure. Ils constituent une source de revenus pour des millions d'artisans, dont une proportion importante de femmes et de travailleurs ruraux, et contribuent directement à la résilience des communautés locales. À mesure que les consommateurs mondiaux accordent une importance croissante à l'authenticité, à la durabilité et à l'éthique des produits, le secteur de l'artisanat connaît un regain d'intérêt à l'échelle internationale. Cette dynamique s'inscrit pleinement dans les pratiques artisanales des pays de l'OCI, fondées sur l'utilisation de matériaux respectueux de l'environnement, de techniques traditionnelles et de procédés à faible empreinte carbone, mobilisant notamment les feuilles de palmier, la laine, le jute, le bois et des colorants naturels.

Cependant, malgré un fort potentiel, le secteur est confronté à des défis structurels. La fragmentation des chaînes de valeur, l'accès limité aux marchés d'exportation et la concurrence des articles produits en série continuent de freiner la croissance. Face à cette situation, les gouvernements, les ONG et les institutions internationales multiplient les initiatives visant à renforcer les capacités des artisans, à améliorer la qualité des produits, à élargir l'accès au numérique et à mettre en relation les créateurs locaux avec les acheteurs internationaux. Ces efforts continus soulignent l'importance stratégique du secteur pour la diversification économique, la croissance inclusive et la diplomatie culturelle dans les États membres de l'OCI.

Taille du marché mondial de l'artisanat

Le marché mondial de l'artisanat a connu une expansion significative



au cours de la dernière décennie, stimulé par l'intérêt croissant des consommateurs pour l'authenticité, le patrimoine culturel et les produits issus d'une production durable. Selon les estimations pour 2024, la valeur du marché se situerait entre 738 milliards et 1 100 milliards de dollars américains, selon la portée et la définition des produits artisanaux. La plupart des analyses convergentes indiquent que le marché dépasse désormais largement le seuil des 1 000 milliards de dollars américains, soulignant son importance en tant que l'une des plus grandes industries culturelles et créatives au monde.

À l'avenir, la taille du marché mondial devrait connaître une crois-

sance robuste. Selon des données récentes, le secteur devrait atteindre 987,54 milliards de dollars d'ici 2030, avec un TCAC de 4,97 %, tandis que d'autres estimations plus larges prévoient une expansion à 1 290 milliards de dollars d'ici 2033, reflétant un TCAC plus élevé de 8,8 % dans des segments tels que l'artisanat écologique, les produits personnalisés et les canaux de vente numériques. Cette divergence illustre le paysage fragmenté du secteur : les marchés matures affichent une croissance modérée, tandis que les régions émergentes, en particulier en Asie et en Afrique, connaissent une expansion accélérée.

La région Asie-Pacifique reste le moteur mondial, représentant



LE SECTEUR DE L'ARTISANAT AU MAROC : PILIER ÉCONOMIQUE ET CULTUREL

L'industrie artisanale marocaine est un pilier de l'économie et du patrimoine culturel du pays. Elle génère un chiffre d'affaires annuel estimé à 14 milliards de dollars (140 milliards de dirhams), soit 7 % du PIB national. L'artisanat de production contribue à hauteur de 9,6 milliards de dollars, tandis que l'artisanat de services représente 4,3 milliards de dollars. Le secteur compte 275 000 unités artisanales et 2 063 entreprises enregistrées, employant des centaines de milliers d'artisans dans tout le pays.

La région de Fès-Meknès, centre historique de l'artisanat, compte 144 000 artisans et 44 000 entités, soit 16 % du total national, et génère 1,06 milliard de dollars, soit 11 % des recettes totales de l'artisanat marocain. Les exportations de Fès-Meknès ont atteint 14,3 millions de dollars en 2024, tandis que les exportations totales d'artisanat du Maroc ont atteint 111 millions de dollars, soit une augmentation de 3 % par rapport à l'année précédente, les poteries, les tapis et les vêtements traditionnels étant les principaux produits exportés.

Au-delà de l'aspect économique, ce secteur préserve le patrimoine culturel, conserve les techniques traditionnelles et autonomise les communautés rurales, les femmes et les jeunes grâce à l'emploi et au développement des compétences. Des programmes liés à des événements majeurs tels que la CAN 2025 et la Coupe du monde 2030 visent à promouvoir l'artisanat par le biais d'expositions, de stands mobiles et d'espaces de vente dédiés, renforçant ainsi sa visibilité tant au niveau national qu'international. L'industrie artisanale marocaine combine ainsi préservation culturelle, impact social et croissance économique, ce qui en fait un élément essentiel de la stratégie de développement du pays.

36,36 % de la part de marché totale en 2024. Des pays tels que l'Inde, la Chine, l'Indonésie, le Vietnam et les Philippines continuent de dominer la production, grâce à une main-d'œuvre artisanale importante, des traditions artisanales bien établies et de solides capacités d'exportation. La demande en articles en bois, textiles sérigraphiés, objets métalliques artisanaux, articles brodés, céramiques et bijoux fantaisie continue de déterminer les flux commerciaux mondiaux.

Les tendances de croissance sont également fortement influencées par l'évolution des préférences des consommateurs. Les acheteurs privilégiant de plus en plus les produits faits main, écologiques et

d'origine locale. Les artisans bénéficient ainsi d'une prime croissante accordée à l'artisanat et à la durabilité. Cette tendance a stimulé la demande d'articles fabriqués à partir de fibres biologiques, de colorants naturels, de matériaux recyclés et de procédés à faible impact, domaines dans lesquels les techniques artisanales traditionnelles s'alignent naturellement avec les attentes en matière de durabilité.

Le commerce électronique est un autre moteur de croissance important de l'industrie de l'artisanat. Il a assuré 18 % des ventes mondiales d'artisanat en 2024 et devrait augmenter régulièrement au fur à mesure que les artisans utilisent les plateformes du commerce

électronique pour la vente de leurs produits. Les marchés en ligne ont réduit les barrières à l'entrée, démocratisé l'accès aux acheteurs internationaux et permis aux micro-entrepreneurs de développer leurs activités sans passer par les intermédiaires traditionnels.

Malgré cette dynamique positive, des défis structurels persistent. La concurrence des produits industriels fabriqués en série et à bas prix continue d'exercer une pression sur les segments sensibles aux prix, en particulier dans le domaine de la décoration intérieure et des accessoires de mode. Néanmoins, les articles faits main conservent un avantage concurrentiel décisif en termes d'unicité, de valeur

culturelle et de narration, des attributs de plus en plus prisés par les jeunes consommateurs soucieux de l'éthique.

Le secteur joue également un rôle socio-économique important. En 2024, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a indiqué que ses interventions dans les secteurs culturels et artisanaux avaient contribué à la création de 157 714 emplois directs et permis à 296 241 agriculteurs et PME d'accéder aux marchés régionaux et mondiaux. Ces chiffres soulignent le rôle de catalyseur de l'industrie en matière d'emploi, de développement communautaire et de croissance économique inclusive, en particulier dans les économies en développement.

Alors que la demande mondiale continue d'augmenter, sous l'impulsion de la durabilité, de l'authenticité culturelle et de l'accès au numérique, cette dynamique profite directement aux régions riches en artisans, telles que les 57 États membres de l'OCI, dont beaucoup possèdent de profondes traditions artisanales et un potentiel commercial inexploité important. Ce contexte mondial permet de comprendre l'ampleur et l'importance stratégique du secteur de l'artisanat dans toute la région de l'OCI.

Tendances du marché

Le secteur mondial de l'artisanat, et en particulier les marchés riches en artisans des États membres de l'OCI, connaît actuellement une période de transformation dynamique marquée par des changements culturels, technologiques, en matière de durabilité et dans les attentes des consommateurs. Plusieurs tendances redéfinissent la manière dont l'artisanat est produit, commercialisé et consommé sur les marchés internationaux.



- **Préservation culturelle et renaissance des techniques traditionnelles** : l'une des principales tendances qui façonne le paysage de l'artisanat est l'importance croissante accordée à la préservation culturelle, en particulier au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud. Les gouvernements, les institutions culturelles et les ONG investissent de plus en plus dans des programmes visant à documenter, protéger et faire revivre les techniques ancestrales qui risquent de disparaître en raison de l'urbanisation et du fossé générationnel en matière de compétences. Il s'agit notamment de la renaissance des textiles tissés à la main, des techniques ancestrales de poterie, de cuivre, de la maroquinerie, du bois et des traditions de gravure sur métal profondément enracinées dans l'héritage islamique. Les consommateurs (en particulier en Europe, en Amérique du Nord et sur les marchés à revenus élevés du CCG) manifestent un intérêt croissant pour les produits authentiques et riches sur le plan culturel qui reflètent l'identité et le patrimoine. Cette demande croissante encourage les artisans à associer l'artisanat traditionnel à l'esthétique moderne avec l'aide des applications

digitales, créant ainsi des produits qui trouvent un écho à la fois auprès des amateurs de patrimoine et des acheteurs contemporains. Ces efforts renforcent l'identité culturelle tout en positionnant l'artisanat des pays de l'OCI de manière plus visible sur la scène mondiale.

- **Durabilité et pratiques de production écologiques** : la durabilité a évolué d'une préférence de niche à un critère d'achat mondial, et les artisans des pays membres de l'OCI sont de plus en plus en phase avec cette évolution. Les producteurs adoptent des matériaux écologiques et locaux tels que les feuilles de palmier, le jute, l'argile, la laine et les colorants naturels, reflétant des méthodes durables séculaires. Le surcyclage et le recyclage gagnent également en importance, le bois, le métal et les textiles mis au rebut étant réutilisés pour fabriquer des produits artisanaux à valeur ajoutée. Comme les consommateurs mondiaux privilégient les produits éthiques et respectueux de l'environnement, la production durable améliore considérablement la commercialisation des produits artisanaux de l'OCI. Pour de nombreux artisans, les méthodes artisanales traditionnelles étaient intrinsèque-

ment durables ; aujourd'hui, cela est devenu un avantage concurrentiel stratégique.

- Transformation numérique et développement des marchés en ligne : l'économie numérique est en train de remodeler le commerce mondial de l'artisanat, les artisans bénéficiant d'un accès sans précédent à une clientèle internationale. Les plateformes de commerce électronique, qu'elles soient généralistes à l'échelle mondiale ou spécialisées dans l'artisanat, offrent aux producteurs la possibilité de se passer d'intermédiaires et d'accéder à des marchés élargis. Selon l'Alliance Européenne de l'Artisanat (mars 2025), 57,58 % des artisans interrogés ont déclaré utiliser des outils numériques pour communiquer et interagir avec leurs clients, ce qui témoigne clairement de l'accélération numérique du secteur. La vente au détail en ligne devrait représenter une part croissante des ventes mondiales d'artisanat, offrant aux artisans des régions de l'OCI de nouvelles sources de revenus et une plus grande visibilité.

- Fusion de la tradition avec le design et la technologie modernes : une tendance significative est l'intégration du design moderne et des outils de fabrication numériques dans l'artisanat traditionnel. Les artisans utilisent de plus en plus la conception assistée par ordinateur (CAO), la découpe au laser, des métiers à tisser avancés et même l'impression 3D pour affiner des motifs complexes, augmenter la précision et expérimenter de nouvelles esthétiques tout en conservant l'authenticité artisanale. La même étude de l'European Crafts Alliance note que 69,70 % des artisans ont adopté des outils numériques dans leur processus de création, et que 35,56 % les utilisent de manière intensive. Cette fusion entre héritage et innovation élar-



git les possibilités en matière de produits, attire les jeunes consommateurs et renforce la position concurrentielle de l'artisanat sur les marchés mondiaux du lifestyle et de la décoration intérieure.

Principaux moteurs du marché

Le secteur mondial de l'artisanat, notamment dans les pays membres de l'OCI, est porté par une convergence de dynamiques culturelles, économiques et liées aux comportements de consommation. Ces moteurs accélèrent l'expansion du marché, renforcent la pertinence

de l'industrie dans le commerce mondial et renforcent la contribution de la production artisanale au développement durable.

- Un riche patrimoine culturel et un secteur touristique en pleine croissance : l'un des moteurs les plus puissants de l'industrie artisanale est le riche patrimoine culturel de la région, qui se reflète dans des traditions artisanales séculaires. Des tapis marocains et de l'art égyptien du papyrus aux perles d'Afrique de l'Ouest et aux articles en cuir du Sahel, l'artisanat dans les

régions de l'OCI est à la fois une expression créative et une composante intégrante de l'identité locale. Avec la reprise du tourisme au Moyen-Orient, en Afrique et dans certaines régions d'Asie du Sud et du Sud-Est, la demande de produits authentiques et culturellement significatifs continue d'augmenter. Les touristes recherchent de plus en plus des articles distinctifs qui capturent l'essence de leur destination, ce qui augmente la demande de produits artisanaux comme souvenirs et objets de collection. Les festivals culturels, les foires artisanales et les expositions internationales amplifient encore la visibilité mondiale de l'artisanat de l'OCI. Les programmes soutenus par les gouvernements pour préserver et promouvoir l'artisanat traditionnel, par le biais de formations, de certifications et d'initiatives nationales en faveur du patrimoine, renforcent également la croissance et la durabilité à long terme du secteur.

- Expansion du commerce électronique et du commerce transfrontalier : la transformation numérique est devenue un catalyseur majeur pour le marché de l'artisanat. Les plateformes de commerce électronique permettent désormais aux artisans d'atteindre directement les acheteurs internationaux, en contournant les contraintes géographiques et les intermédiaires. Les boutiques en ligne et les réseaux sociaux permettent aux artisans de présenter leurs produits, de raconter les histoires culturelles qui se cachent derrière eux et de nouer des liens personnels avec les consommateurs du monde entier. Les accords commerciaux transfrontaliers au sein de la région de l'OCI, combinés à l'amélioration de la logistique et aux programmes de soutien aux PME, ont renforcé le potentiel



d'exportation. Ces mécanismes élargissent la portée commerciale des artisans et augmentent la visibilité de l'artisanat de l'OCI dans les chaînes de valeur mondiales avec l'appui de financement des banques nationales et régionales.

- Demande croissante des consommateurs pour l'authenticité et la personnalisation : une tendance mondiale vers des produits uniques, personnalisés et culturellement significatifs est en train de remodeler la structure de la demande. Les consommateurs rejettent de plus en plus les produits standardisés fabriqués en série au profit d'articles présentant une individualité artistique. Selon Amra & Elma LLC (septembre 2025), les produits personnalisés représentaient 12 % des ventes d'artisanat en 2024, mettant en évidence la personnalisation comme un levier majeur de création de valeur. Cette préférence pour les articles sur mesure différencie les produits artisanaux et alimente la croissance du secteur à l'échelle mondiale et contribue à la fidélisation des clients.

- Préférence croissante pour les produits durables et issus de sources éthiques : la durabilité continue d'influencer les décisions d'achat. Les consommateurs tendent à privilégier des produits respectant les principes d'approvisionnement éthique, de travail équitable et de responsabilité environnementale, des domaines dans lesquels l'artisanat traditionnel se distingue naturellement. Selon le rapport annuel 2024 de Fairtrade International, 58 projets actifs ont soutenu près de 1,9 million d'agriculteurs et de travailleurs, renforçant ainsi la confiance et la transparence tout au long des chaînes de valeur artisanales. Le poids socio-économique du secteur artisanal au sens large est considérable : il soutient environ 300 millions d'emplois dans le monde (Customcy, février 2025), soulignant son rôle dans la création de moyens de subsistance, la réduction de la pauvreté et la croissance économique inclusive dans les États membres de l'OCI.

Principaux défis du marché

Malgré sa richesse culturelle et son potentiel économique, le marché mondial de l'artisanat est confronté

té à plusieurs défis structurels qui entravent sa croissance, défis qui sont également présents dans tous les États membres de l'OCI. L'un des problèmes les plus pressants est la concurrence croissante des produits fabriqués en série particulièrement en provenance de Chine. Les articles fabriqués industriellement arrivent sur le marché à des prix nettement inférieurs, ce qui les rend très attractifs pour les consommateurs sensibles aux prix. Cet avantage économique éclipse souvent la valeur artistique unique, l'authenticité culturelle et le savoir-faire minutieux qui caractérisent les produits artisanaux. En conséquence, la demande des consommateurs s'oriente souvent vers des alternatives moins chères, ce qui limite la part de marché des produits artisanaux authentiques.

Ce changement a des conséquences économiques tangibles. En 2024, le secteur de la fabrication artisanale a enregistré une contraction de -5,5 %, soit une baisse plus marquée que celle de l'industrie artisanale dans son ensemble. Cela met en évidence des défis structurels profondément enracinés auxquels sont confrontés les producteurs artisanaux, de plus en plus incapables de rivaliser uniquement sur le critère du prix. Pour les petites entreprises artisanales, souvent informelles ou disposant de capitaux limités, s'aligner sur les grands fabricants à bas coûts représente un obstacle majeur à leur développement. Cela limite leur capacité à augmenter leur production, à améliorer la qualité de leurs produits ou à atteindre des marchés de consommation plus larges, tant au niveau national qu'international.

Un autre défi important réside dans l'accès limité aux technologies modernes et aux ressources de production essentielles. Dans diverses régions du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie centrale et d'Asie



du Sud, les artisans dépendent souvent d'outils obsolètes, d'approvisionnements irréguliers en matières premières et d'infrastructures insuffisantes. Ces contraintes réduisent non seulement la productivité, mais augmentent également les coûts de production. En l'absence d'accès à des matériaux de qualité ou à des équipements performants et des subventions des gouvernements, les artisans peinent à assurer la cohérence de leur production, un critère devenu déterminant pour les acheteurs internationaux. De plus, beaucoup n'ont pas la possibilité de suivre une formation technique ou d'innover en matière de conception, ce qui les empêche de s'adapter aux préférences des consommateurs contemporains. Ce déficit de compétences limite encore davantage leur compétitivité sur les marchés mondiaux, où les tendances évoluent rapidement.

L'instabilité économique constitue une contrainte supplémentaire. La volatilité des devises, les pressions inflationnistes et l'incertitude politique dans plusieurs pays de l'OCI perturbent les chaînes d'approvisionnement et compliquent

la planification à long terme des artisans et des petites entreprises. Ces facteurs restreignent l'accès à des intrants abordables et compriment les marges bénéficiaires. Par ailleurs, malgré l'intérêt mondial croissant pour les produits artisanaux éthiques, la pénétration des marchés demeure limitée, en raison notamment de la faiblesse des marques, du manque de ressources marketing et de la fragmentation des canaux de distribution. Faute de réseaux adaptés à l'international, de nombreux artisans souffrent d'une visibilité réduite, en dépit de la forte valeur culturelle de leurs produits. Face à ces défis, un renforcement de la coordination entre les gouvernements, les agences de développement et les partenaires du secteur privé s'impose afin de bâtir, à l'échelle de l'OCI, un écosystème artisanal plus résilient, compétitif et inclusif.

Segmentation du marché, profils des clients et canaux de vente

Le marché de l'artisanat au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique, véritable pilier de l'écosystème commercial de l'OCI, se caractérise par

son dynamisme, ses segments de clientèle distincts et ses multiples canaux de vente qui mettent en relation les artisans et les consommateurs locaux et internationaux.

Le marché peut être divisé en deux segments de clientèle principaux : le segment des particuliers (B2C) et le segment des professionnels (B2B), chacun caractérisé par des motivations et des habitudes d'achat distinctes.

Le segment des particuliers est principalement motivé par la consommation personnelle, les cadeaux et la décoration intérieure. Au sein de ce segment, les amateurs de décoration intérieure investissent de plus en plus dans des tapis tissés à la main, des poteries artisanales et des meubles finement travaillés, cherchant à personnaliser leurs espaces de vie avec des objets uniques et riches sur le plan culturel. Les acheteurs de cadeaux et d'objets de collection accordent une grande importance à l'authenticité et achètent souvent des objets artisanaux lors de célébrations culturelles ou de périodes festives, attirés par leur valeur émotionnelle et leur signification culturelle. Un sous-groupe en pleine expansion, les consommateurs sur mesure, recherche des produits personnalisés, des bijoux personnalisés aux accessoires de maison sur mesure, reflétant une demande croissante d'articles qui correspondent aux goûts et aux préférences individuels.

Le segment commercial exploite l'artisanat pour renforcer l'identité de marque, l'offre de produits et l'expérience client. Pour se démarquer de leurs concurrents qui vendent des articles produits en série, les détaillants intègrent des produits artisanaux à leur inventaire. Le secteur de l'hôtellerie (hôtels, complexes touristiques et hébergements de luxe) utilise des décorations, des meubles et des articles-cadeaux

LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE EN TÊTE DU MARCHÉ MONDIAL DE L'ARTISANAT

La région Asie-Pacifique occupe une place de choix sur le marché mondial de l'artisanat, grâce à son riche patrimoine culturel, à la diversité de ses traditions artisanales et à la demande croissante, tant nationale qu'internationale, pour les produits artisanaux. Des pays tels que l'Inde, la Chine, la Thaïlande, le Vietnam, Brunei, la Malaisie et l'Indonésie sont réputés pour leur production de textiles, de poteries, de bijoux, d'objets en bois et d'objets métalliques, qui reflètent des techniques séculaires et des identités culturelles distinctes.

Les artisans de la région associent de plus en plus les méthodes traditionnelles aux tendances modernes en matière de design, créant ainsi des produits qui plaisent aux consommateurs contemporains tout en préservant le patrimoine. L'essor du commerce électronique et des canaux d'exportation a permis à ces artisans d'accéder aux marchés mondiaux, améliorant ainsi leur visibilité et stimulant la demande. En outre, l'expansion de la classe moyenne en Asie-Pacifique, associée à une prise de conscience accrue de la durabilité et de la consommation éthique, a renforcé l'attrait des produits artisanaux, personnalisés et respectueux de l'environnement.

Le partenariat dans le secteur de la vente au détail met en évidence ce dynamisme : en juin 2023, Amazon's Amazing Home a lancé une gamme de décoration intérieure et de mobilier ; Target a introduit des accessoires sélectionnés par des designers en janvier 2023 ; Crate & Barrel s'est associé à Athena Calderone en septembre 2022 pour lancer des collections exclusives pour la maison ; et Walmart a collaboré avec Gap en juin 2022 sur des produits textiles pour la maison. Ces initiatives démontrent la capacité d'adaptation, la créativité et la portée internationale de la région, consolidant ainsi la position de l'Asie-Pacifique en tant que moteur essentiel du marché mondial de l'artisanat.

fabriqués à la main pour offrir à ses clients une expérience culturelle immersive. Parallèlement, les acheteurs professionnels utilisent des produits artisanaux dans le cadre de programmes de cadeaux, alignant ainsi leur image de marque sur les valeurs de durabilité, de savoir-faire et d'authenticité culturelle.

Principaux canaux de vente

Le marché de l'artisanat prospère grâce à une approche multicanale qui combine des plateformes traditionnelles, spécialisées et numériques.

Les canaux traditionnels, tels que les foires artisanales et les marchés, restent essentiels, car ils permettent une interaction directe entre les artisans et les consommateurs tout en offrant un retour d'information immédiat. Ces événements, souvent associés à des festivals culturels, attirent des acheteurs locaux et internationaux à la recherche de produits authentiques. Les points de vente spécialisés, notamment les boutiques d'artisanat, proposent des collections sélectionnées avec soin, axées sur des métiers particuliers



tels que le textile, la céramique ou la métallurgie.

La transformation numérique a remodelé l'accessibilité au marché. Les places de marché en ligne et les plateformes de commerce électronique permettent aux artisans de pallier les contraintes géographiques et d'atteindre une clientèle mondiale. La commodité des achats en ligne, associée à l'intérêt croissant des consommateurs pour le soutien aux artisans locaux, a stimulé une demande importante et l'expansion du marché dans les pays de l'OCI. Ensemble, ces canaux (salons d'artisanat, boutiques spécialisées

et commerce électronique) garantissent la viabilité économique du secteur artisanal de l'OCI, préservant ainsi le patrimoine culturel tout en s'adaptant aux tendances de consommation contemporaines.

Artisanat et autonomisation sociale dans les pays de l'OCI

Le secteur de l'artisanat dans les pays de l'OCI joue un rôle essentiel dans l'amélioration des conditions sociales des artisans, en particulier dans les zones rurales et défavorisées. En fournissant des sources de revenus stables, il permet aux artisans d'atteindre l'indépendance financière et réduit leur vulnérabilité à la

pauvreté. Les femmes artisanes, qui représentent souvent une part importante de la main-d'œuvre, tirent un avantage considérable de leur participation à ce secteur. Les activités artisanales favorisent l'autonomisation des femmes grâce au développement de leurs compétences, à l'accès à des ressources financières et à des opportunités commerciales, renforçant ainsi leur statut social et leur influence dans la prise de décision au sein des ménages et des communautés.

L'artisanat préserve également le patrimoine culturel, en favorisant la fierté et en perpétuant les savoirs traditionnels qui, sans cela, risqueraient de disparaître sous l'effet de la mondialisation. Les initiatives prises par les gouvernements, les ONG et les coopératives dans les pays de l'OCI offrent aux artisans des formations, des infrastructures et des plateformes leur permettant d'accéder à des marchés plus vastes. Ces programmes améliorent les moyens de subsistance, favorisent l'égalité des sexes et renforcent les identités locales, garantissant ainsi que les avantages sociaux, économiques et culturels de l'artisanat soient largement partagés dans les communautés de l'OCI. ■



FOCUS SUR LE SECTEUR DE L'ARTISANAT DANS LES PAYS DE L'OCI

Evènement : **La 2^{ème} Foire commerciale de l'Artisanat des Etats membres de l'OCI**

LA CAPITALE ÉCONOMIQUE DU ROYAUME DU MAROC A ACCUEILLI PENDANT DIX JOURS LA 2^{ÈME} FOIRE COMMERCIALE DE L'ARTISANAT DES ETATS MEMBRES DE L'OCI, ORGANISÉE PAR LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE SOUS L'ÉGIDE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DU ROYAUME DU MAROC, DU 18 AU 28 DÉCEMBRE 2025. CETTE MANIFESTATION D'ENVERGURE INTERNATIONALE A RÉUNI DES ARTISANS, DES COOPÉRATIVES, DES DESIGNERS, DES INVESTISSEURS ET PROFESSIONNELS DU SECTEUR DE L'ARTISANAT DE MÊME QUE LES INSTITUTIONS DÉDIÉES DE LA RÉGION OCI.

L'artisanat dans les pays de l'OCI représente aujourd'hui un secteur à forte intensité de main-d'œuvre, mobilisant entre 10 et 20 % des actifs dans certains pays africains et asiatiques. De plus, il contribue significativement à la création d'emplois, notamment pour les femmes et les jeunes, à la diversification économique, à la valorisation des ressources locales et à la montée en valeur ajoutée des productions traditionnelles.

Néanmoins, le secteur reste confronté à des défis récurrents : faible structure d'exportation, absence de normalisation, difficulté d'accès au financement, digitalisation insuffisante et concurrence accrue des produits industriels. C'est dans ce cadre que s'est tenue cette Foire qui met l'accent sur la diversification des économies des Etats membres et la valorisation des industries locales et créatives. A travers elle, le CIDC ambitionne de relancer le secteur d'artisanat dans la région OCI, à accroître les débouchés commerciaux pour ce secteur, à renforcer les chaînes de valeur artisanales, à favoriser la coopération Sud-Sud et à stimuler l'investissement dans les filières artisanales qui constituent une force motrice pour les économies locales.

Cette plateforme unique de promotion et de mise en réseaux des acteurs du secteur de l'artisanat des pays de l'OCI, s'est démarquée par une approche intégrée, combinant exposition, rencontres professionnelles et ateliers de formation. A cette occasion, un espace a été dédié aux coopératives et maîtres-artisans, aux entreprises de design et de décoration, aux acteurs de la mode et des arts traditionnels et aux institutions publiques de promotion artisanale. Les visiteurs ont pu découvrir une diversité exceptionnelle du savoir-faire et des



talents du monde musulman : Art du tissage, textile, mode et broderies, terre cuite, céramique d'art et poterie, bijoux et métal précieux, métaux forgés et fonderie, ébénisterie et bois sculpté, cuir et maroquinerie, arts du verre, calligraphie, art culinaire et bien-être, art graphique et calligraphie, objets d'art et innovations issues de la création contemporaine des pays membres.

En marge du Salon se sont également tenus des rencontres B2B, des rendez-vous d'affaires, des sessions de networking et un espace dédié à l'export a été alloué aux coopératives pour les aider à accéder à de nouveaux marchés et à redynamiser les échanges commerciaux dans la région OCI. Des conférences et panels ont aussi été organisés sur les thématiques clés suivantes :

- La digitalisation des métiers et marketplaces artisanales
- Le financement des coopératives et TPE artisanales
- La propriété intellectuelle et les indications géographiques artisanales
- Le rôle des femmes et des jeunes dans l'économie créative
- Les stratégies de montée en gamme et de certification
- L'intégration de l'artisanat dans

les chaînes de valeur touristiques

Toutes ces rencontres ont permis de produire des recommandations concrètes pour renforcer la résilience du secteur artisanal et sa compétitivité dans l'espace OCI et à l'international.

En accueillant la 2ème Foire commerciale de l'Artisanat des Etats membres de l'OCI, le Royaume du Maroc consolide sa position de hub du commerce et de l'artisanat à l'échelle régionale et internationale et confirme son expertise dans la valorisation des savoir-faire traditionnels.

Parmi les retombées positives de la Foire, elles ont été d'ordre économique de par la stimulation des exportations et des investissements, d'ordre culturelle à travers la valorisation du patrimoine du monde islamique et d'ordre sociale de par le renforcement de l'autonomisation des coopératives, et plus particulièrement celles dirigées par les femmes. Cette Foire a également permis de contribuer au renforcement du commerce Intra-OCI qui au jour d'aujourd'hui est de l'ordre de 20%. ■



L'ARTISANAT MAROCAIN DANS TOUTE SA SPLENDEUR

L'ATELIER DU ZELLIGE UN HÉRITAGE ANCESTRAL DANS LA FAMILLE BENADIBA



Maître Said BENADIBA



M. Omar BENADIBA

L'HISTOIRE DU ZELLIGE DÉBUTE AVEC LA FAMILLE BENADIBA, GARDIENNE D'UN SAVOIR-FAIRE ANCESTRAL TRANSMIS SUR PLUSIEURS GÉNÉRATIONS.

Depuis ses origines, cet art raffiné incarne l'alliance parfaite entre patrimoine immobilier et œuvres d'art d'exception. Tout commence à travers Maître Said BENADIBA qui à l'âge de 12 ans s'est lancé dans l'apprentissage du Zellige, consacrant ainsi sa vie à la maîtrise des techniques traditionnelles de découpe et d'assemblage des tessons de faïence émaillée. Au fil des ans,

Maître Said s'est imposé comme le plus grand Artisan du Zellige Marocain de même qu'il a été consacré « Lamine » des Maîtres du Zellige de la ville de Casablanca et nommé Président de la Haute Chambre de qualité, responsable du contrôle des instituts de formation professionnels et affiliée au Ministère de l'Artisanat. Sous sa direction, un atelier de production de carreaux a

été créé de même qu'un studio de design haut de gamme pour concevoir et réaliser des intérieurs d'exception où la tradition rencontre la modernité. Cet atelier a permis de rassembler les meilleurs artisans du Maroc, portant ainsi l'art du Zellige au-delà des frontières du Royaume. Le talent de Maître Said de même que son engagement à faire briller l'artisanat marocain lui ont valu la



reconnaissance de Feu Hassan II en 1967 et la remise d'une Médaille de la part de sa Majesté le Roi Mohamed 6, qui le consacre ainsi comme le symbole de l'excellence et du savoir-faire de l'artisanat marocain. Aujourd'hui, les créations du Maître ornent les demeures les plus prestigieuses à travers le Monde de même que des Hôtels et Palais de grande renommée en Malaisie, en Arabie Saoudite, aux Emirats Arabes Unis, au Qatar, au Sultanat de Brunei, aux Etats Unis, au Japon, à Oman et bien d'autres encore.

Héritier de cette tradition rare et précieuse, M Omar BENADIBA - fondateur et dirigeant de l'Atelier du Zellige, a su conjuguer respect du patrimoine familial et ancestral et sens de l'innovation. Sous sa direction, l'Atelier du Zellige a développé une approche moderne de cet art millénaire, en mariant l'exigence du savoir-faire traditionnel à une vision créative et contemporaine. Avec lui, chaque projet devient une expression unique, où les motifs et les couleurs racontent une histoire à la fois fidèle aux racines arabo-andalouses et adaptée aux sensibilités actuelles. Aujourd'hui, l'Atelier est bien plus qu'un atelier artisanal, il est devenu un véritable Ambassadeur du Zellige marocain à travers le Monde. A l'image de son père, M Omar BENADIBA incarne à lui seul une génération d'artisans marocains visionnaires, capables de préserver l'essence d'un art séculaire tourné vers l'avenir.

Parmi les principales œuvres réalisées par l'Atelier du Zellige au Maroc



et dans le Monde, nous pouvons citer le Palace Bin Ennakhil Palmeraie (Marrakech), l'Hôtel St Regis (Tétouan), l'Hôtel Four Season (Casablanca), l'Hôtel Hilton (Tanger), le Palais Jamai (Fès), la Mosquée Sultan Kabouss et le Palais Bait Al Baraka (Muscat, Sultanat d'Oman), le Jardin des Roses de Sa Majesté le Roi Mohamed 6 (Gifu, Japon) & le Pavillon Marocain (Malaisie). ■

Pour vos commandes auprès de l'Atelier du Zellige, prière de les contacter au numéro suivant :

M. Omar BENADIBA

Atelier du Zellige

(Filière Poterie et Zellige)

Téléphone : 06 61 40 04 71

Email: Atelierduzellige@gmail.com



L'ARTISANAT MAROCAIN DANS TOUTE SA SPLENDEUR

LA SCULPTURE DU BOIS **L'ART DU TAZWAQT**



Les Frères LAHSAINI dans leurs Ateliers à Fès.

L'ART DU « TAZWAQT » EST UNE FORME D'ART MAROCAINE AUTHENTIQUE QUI CONSISTE À PEINDRE ET À DÉCORER LE BOIS.

Il constitue l'un des éléments les plus emblématiques de l'architecture traditionnelle marocaine, notamment dans des villes comme Fès, Marrakech et Chefchaouen. Cet art se caractérise par des sculptures complexes et des motifs géométriques et floraux qui ornent portes, plafonds, fenêtres, meubles et autres objets en bois, reflétant un riche patrimoine culturel et un savoir-faire exceptionnel.

M Nouredine LAHSAINI est un artisan et artiste traditionnel spécialisé dans la sculpture sur bois, également appelée Tazwaqt. Il pratique cet art à Fès depuis son enfance, l'ayant hérité de son père et de ses ancêtres. Son frère, Abdelhay LAHSAINI est menuisier, et ils travaillent ensemble, spécialisés dans la sculpture sur bois naturel, notamment pour les plafonds, les portes et les fenêtres de palais et

de demeures de luxe. Il crée également des panneaux artistiques. Il a travaillé dans plusieurs pays, dont la Suisse, l'Allemagne, l'ex-Union soviétique, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Passionné par son métier, il s'efforce constamment de perfectionner son art.

La Techniques du Tazwaqt :
Historiquement, cette technique consistait à mélanger des teintures



traditionnelles avec des œufs et de la colle traditionnelle, en utilisant des peintures à l'eau ou à l'huile. Une fois l'ouvrage terminé, la peinture était extraite d'un fixateur, garantissant ainsi sa durabilité. Le pinceau utilisé est traditionnel, souvent en poil d'âne.

Les Caractéristiques du Tazwaqt :

- **Bois peint** : Cet art est un élément essentiel de l'architecture marocaine. Dans des villes comme Fès, Marrakech et Chefchaouen, les ouvrages en bois sont considérés comme incomplets sans être décorés de Tazwaqt.

- **Couleurs et motifs** : Cet art est réputé pour sa palette de couleurs variée et ses motifs complexes, notamment géométriques, floraux et linéaires, qui témoignent du talent de l'artiste et de sa capacité à harmoniser les éléments pour créer une esthétique visuelle unique.

- **Motifs géométriques** : Cet art se caractérise par l'utilisation de motifs géométriques complexes, tels que des formations en forme d'étoile, d'une grande symétrie et d'une grande précision d'exécution. **Racines historiques** : Cet art est profondément ancré dans l'histoire marocaine et se perpétue de génération en génération grâce à

la transmission des savoir-faire et des techniques traditionnels par les artisans.

- **Applications** : Il est utilisé pour décorer divers aspects de la vie quotidienne, comme les portes, les fenêtres, les plafonds et le mobilier (tables, chaises, etc.), ainsi que les façades de maisons, de mosquées et de bâtiments historiques.

L'Importance du Tazwaqt dans le patrimoine marocain :

Le Tazwaqt fait partie intégrante du patrimoine culturel marocain et reflète l'esprit de créativité et de beauté qui caractérise l'architecture marocaine. La sculpture sur bois, ou ornementation du bois, apporte une touche artistique unique et raffinée à divers espaces, contribuant à créer une atmosphère chaleureuse et confortable dans les intérieurs. Source d'inspiration pour les artistes et architectes contemporains, la sculpture sur bois est devenue une nouvelle tendance en matière de décoration, confirmant son statut d'art universel.

Dans le cadre de la préservation de cet art datant de l'époque médiévale, les Frères LAHSAINI animent des ateliers spécialisés pour les personnes souhaitant en apprendre plus sur les techniques du Tazwaqt. Ces formations sont à la fois destinées aux marocains et aux étrangers. ■

Pour participer à leurs ateliers ou faire vos commandes auprès de ces artisans hors pair, prière de les contacter aux numéros suivants :

M. Nouredine LAHSAINI

Art Assil
(Filière Sculpture du bois à Fès)
Téléphone : +212 661 67 42 18
Email : n.uri@hotmail.fr

M. Abdelhaye LAHSAINI

Art Assil
(Filière Sculpture du bois à Fès)
Téléphone : +212 674 97 61 96

L'ÉCONOMIE HALAL DANS LES PAYS DE L'OCI

Levier stratégique pour la croissance mondiale

MALGRÉ TROIS ANNÉES MARQUÉES PAR DE FORTES TURBULENCES ÉCONOMIQUES ET PAR UN CONTEXTE GÉO-POLITIQUE DIFFICILE AU MOYEN-ORIENT, L'ÉCONOMIE HALAL MONDIALE A FAIT PREUVE D'UNE RÉSILIENCE REMARQUABLE. PORTÉE PAR UNE POPULATION JEUNE, DYNAMIQUE ET EN CROISSANCE RAPIDE DANS L'ENSEMBLE DES PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI), CETTE ÉCONOMIE A SU MAINTENIR UN RYTHME SOUTENU DE CONSOMMATION ET D'INVESTISSEMENT.

En 2023, les dépenses des consommateurs musulmans dans les secteurs halal ont atteint près de 2,3 billions de dollars, un niveau qui devrait progresser pour atteindre 3,1 billions de dollars à l'horizon 2027, avec un taux de croissance annuel moyen de 4,8 %.

Cette dynamique est alimentée par plusieurs facteurs convergents : augmentation du revenu disponible, urbanisation rapide, digitalisation croissante, et montée en puissance de la demande pour des produits certifiés halal. L'intérêt accru des investisseurs pour ce marché confirme son attractivité, tandis que les gouvernements multiplient les initiatives réglementaires et institutionnelles pour structurer ce secteur en pleine expansion.

Le dernier rapport du CIDC sur le commerce et l'investissement halal dans les pays membres de l'OCI évalue précisément cette opportunité. Il mesure non seulement la consommation musulmane dans les secteurs clés, mais aussi les flux commerciaux et les investissements réalisés dans les industries halal. L'objectif est clair : offrir aux gou-

vernements, entreprises et investisseurs une vision stratégique pour tirer parti de ce marché encore largement sous-exploité. Le rapport met en exergue l'importance de renforcer la gouvernance, la compétitivité des chaînes de valeur, les capacités de production et la coopération entre les États membres, afin de construire un écosystème halal performant.

Dans la nouvelle édition de l'OIC Halal Economy Trade & Investment Index, les Émirats Arabes Unis se positionnent en tête des pays les plus dynamiques, portés par un environnement propice aux affaires et par des flux importants d'investissements directs étrangers. La Turquie occupe la deuxième place grâce à son poids dans le voyage halal et la mode modeste, suivie de près par la Malaisie, reconnue pour ses cadres réglementaires solides et son écosystème innovant. L'Arabie saoudite et l'Égypte complètent le top cinq.

Sur le plan commercial, l'OCI a enregistré en 2022 un déficit de 47 milliards de dollars dans les produits halal, bien que celui-ci

ait diminué de près de 25 % en un an. Les exportations halal des pays membres se sont élevées à 313 milliards de dollars, dominées par cinq acteurs majeurs – l'Indonésie, le Bangladesh, la Turquie, la Malaisie et le Pakistan – qui représentent plus de 75 % des exportations totales. Les importations, quant à elles, atteignent 359,5 milliards de dollars, dont 43 % proviennent des cinq plus grands importateurs, à savoir l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Indonésie, la Turquie et la Malaisie. Malgré ces chiffres considérables, seulement 27 % des importations halal de l'OCI proviennent des États membres, révélant un potentiel immense pour renforcer l'intégration économique intra-OCI.

L'année 2023 a également confirmé l'intérêt croissant des investisseurs avec 86 transactions enregistrées dans les secteurs halal, dont 61 deals valorisés à 4,5 milliards de dollars. Le numérique joue un rôle décisif dans cette évolution. De nombreux pays, notamment les économies du Golfe, se distinguent par leurs avancées en matière de digitalisation du commerce transfrontalier, un levier

Halal Trade and Investment in OIC Member Countries 2024

Tapping into the halal economy presents a critical macroeconomic opportunity for OIC countries.

USD 1.9 TRILLION

Muslim Consumer spend across Halal Economy Sectors in the OIC (2023)



2021 2022 2023 2024

USD \$tr

HALAL COSMETICS
USD 60.3
CAGR 12.5%



MEDIA & RECREATION
USD 158.5
CAGR 6.2%

HALAL PHARMA
USD 75.2
CAGR 6.4%

HALAL TRAVEL
USD 106.9
CAGR 6.3%

HALAL FOOD
USD 1,239.5
CAGR 6.2%

The UAE, Türkiye and Malaysia lead the OIC Halal Economy Trade & Investment Index

Country	Food	Clothing	Media and Recreation	Cosmetics	Pharmaceuticals	Travel
1 United Arab Emirates	1	1	1	1	1	1
2 Türkiye	3	2	2	4	3	7
3 Malaysia	2	9	4	3	5	3
4 Saudi Arabia	5	8	5	9	2	2
5 Egypt	8	11	10	7	9	5
6 Indonesia	4	6	8	8	7	19
7 Oman	7	8	3	6	6	13
8 Bahrain	12	13	6	15	10	7
9 Morocco	13	11	12	9	13	4
10 Tunisia	18	18	14	12	18	3

OIC recorded a trade deficit of US\$47 billion, a 25.4% improvement in the overall halal products trade deficit recorded in the previous report.

TOTAL OIC IMPORTS AND EXPORTS BY SECTOR

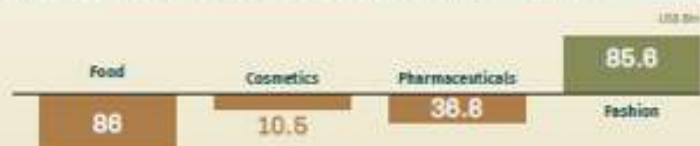


TOP EXPORTERS TO OIC IN 2022



Only 4 OIC MS are part of the top 20 suppliers to the OIC in 2022.

HALAL ECONOMY PRODUCTS TRADE BALANCE IN 2022



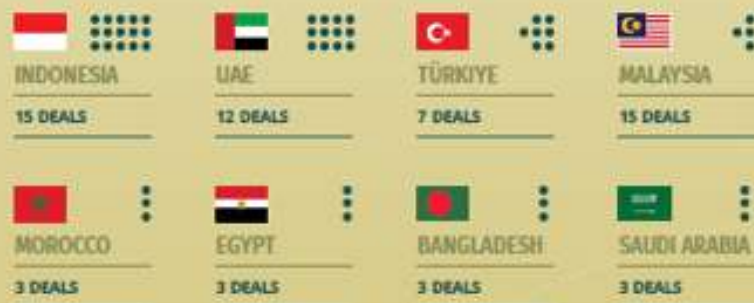
TOP CATEGORIES IMPORTED BY THE OIC

HS Code	Description	Largest Importer in OIC
1001	Wheat and meslin	Egypt
3004	Medicaments (for retail use)	Saudi Arabia
1701	Cane or beet sugar	Indonesia
1511	Palm oil and its fractions	Pakistan
1005	Maize or corn	Iran
3002	Vaccines, Human and animal blood	Türkiye
1006	Rice	Iran
1201	Soya beans, whether or not broken	Egypt
402	Milk and cream	Algeria
2304	Oilcake and other solid residues	Indonesia

In 2023, a total of **86 deals** were recorded in and related to the OIC across the six sectors of the halal economy. 61 of these deals were disclosed and valued at **US\$4.5 billion**.

TOP 5 COUNTRIES BY NUMBER OF VC, PE, AND M&A DEALS IN 2023

● Number of Deals



TOTAL DISCLOSED DEAL VALUE BY SECTOR



TOP 5 DEALS IN THE OIC HALAL ECONOMY

Sector	Deal Type	Target Company	Target Company Country	Investor	Deal Value (US\$ Bn)
Pharmaceuticals	Merger/Acquisition	Ramsay Sirine Darby Health Care	Malaysia	Columbia Asia Hospital	1.21
Travel	Merger/Acquisition	Taradeen Real Estate Company - KPSK	Kuwait	Taradeen Investment Company - KSCP	1.10
Food	Merger/Acquisition	Careem Technologies	United Arab Emirates	ad	0.40
Food	Merger/Acquisition	ChatFood	United Arab Emirates	Deliverect	0.24
Travel	Merger/Acquisition	National Corporation for Tourism and Hotels	United Arab Emirates	Alpha Dhabi Holding PJSC	0.19

essentiel pour fluidifier les échanges et renforcer la compétitivité. L'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et l'Indonésie ont par exemple lancé des initiatives ambitieuses pour moderniser les procédures de commerce extérieur. Toutefois, les défis persistent : faible capacité institutionnelle dans certains pays, manque d'harmonisation technologique et de certification, des difficultés de financement freinent encore la transformation digitale des chaînes de valeur halal.

Secteur clé de cette économie, l'alimentation halal demeure son pilier principal. En 2023, les consommateurs musulmans des pays de l'OCI ont dépensé 1,24 billion de dollars en produits alimentaires, un montant appelé à atteindre 1,58 billion de dollars en 2027. Le déficit du commerce alimentaire halal reste élevé, à 85 milliards de dollars, mais l'intérêt croissant des investisseurs pour les technologies agricoles, les startups alimentaires et les services de livraison témoigne d'un secteur en profonde mutation. Le rapport souligne l'urgence d'une harmonisation des normes et d'un renforcement des processus de certification pour accompagner son développement.

Le secteur pharmaceutique halal confirme également sa montée en puissance. En 2023, la dépense pharmaceutique musulmane dans l'OCI a atteint 75 milliards de dollars, et devrait croître à un rythme régulier pour atteindre 96 milliards de dollars d'ici 2027. Malgré un déficit commercial de 37 milliards de dollars, le secteur attire des investissements significatifs, notamment en Malaisie et au Maroc, où des acteurs majeurs renforcent leurs capacités industrielles.

Les cosmétiques halal connaissent quant à eux une croissance rapide, portée par une demande pour des

L'ÉCONOMIE HALAL REPRÉSENTE AUJOURD'HUI BIEN PLUS QU'UN SEGMENT DE MARCHÉ DE CONSOMMATION : C'EST UN MOTEUR STRATÉGIQUE DE CROISSANCE, UN LEVIER D'INNOVATION ET UN CHAMP D'OPPORTUNITÉS ENCORE LARGEMENT SOUS-EXPLOITÉ POUR LES PAYS DE L'OCI.

produits naturels, sûrs et respectueux des valeurs éthiques. En 2023, les dépenses ont atteint 60 milliards de dollars et devraient frôler les 100 milliards de dollars en 2027. Là encore, les défis résident dans l'harmonisation des normes et la structuration des écosystèmes pour soutenir les marques locales.

La mode modeste constitue l'un des rares secteurs en excédent commercial dans l'OCI, avec un surplus de 85 milliards de dollars en 2023. Les dépenses des consommateurs ont atteint 278 milliards de dollars, et devraient progresser jusqu'à 362 milliards de dollars d'ici 2027. Cette performance s'explique par la forte compétitivité de nombreux pays producteurs et par l'essor de niches comme les vêtements de sport modestes.

Le tourisme halal poursuit lui aussi son expansion. Les dépenses de voyage des musulmans dans l'OCI ont atteint 107 milliards de dollars en 2023, et devraient s'élever à 137 milliards de dollars en 2027. Les investissements majeurs observés au Koweït et aux Émirats Arabes Unis confirment la vitalité de ce marché en transformation, alimenté par l'innovation digitale et par la montée en gamme de l'offre.

Enfin, les industries du divertissement et des médias halal commencent à prendre leur place, portées par la demande croissante pour des contenus culturels adaptés, des plateformes numériques et

des expériences immersives. Les dépenses ont atteint 159 milliards de dollars en 2023 et devraient dépasser 200 milliards de dollars à l'horizon 2027.

Le CIDC propose un cadre stratégique pour structurer cette économie et renforcer la position des pays membres de l'OCI sur la scène mondiale. Trois axes sont prioritaires : améliorer les réglementations liées au commerce halal, développer des industries halal compétitives grâce à des écosystèmes performants, et approfondir la compréhension de la dynamique du marché pour mieux orienter les politiques publiques. Avec 26 stratégies globales et 69 recommandations sectorielles, le rapport offre une feuille de route ambitieuse pour permettre aux économies de l'OCI de capter davantage de valeur et de devenir des leaders mondiaux de l'économie halal.

En somme, l'économie halal représente aujourd'hui bien plus qu'un segment de marché de consommation : c'est un moteur stratégique de croissance, un levier d'innovation et un champ d'opportunités encore largement sous-exploité pour les pays de l'OCI. Avec les bonnes politiques, des investissements ciblés et une coopération renforcée, une campagne de sensibilisation du style de vie, la région dispose des atouts nécessaires pour s'imposer comme un pôle global incontournable dans cette économie en pleine expansion. ■



SUCCESS STORIES DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

SunClay Togo, La force tranquille d'une vision enracinée & tournée vers l'avenir !

AU TOGO, LES FEMMES ENTREPRENEURES REDÉFINISSENT LE PAYSAGE ÉCONOMIQUE AVEC CRÉATIVITÉ, RÉSILIENCE ET AUDACE. LOIN D'ÊTRE DE SIMPLES ACTRICES ÉCONOMIQUES, ELLES INCARNENT UN MOUVEMENT PROFOND : CELUI DE LA RÉAPPROPRIATION DU SAVOIR-FAIRE AFRICAIN ET DE LA CRÉATION DE VALEURS DURABLES. CES DERNIÈRES ANNÉES, DE NOMBREUSES INITIATIVES PUBLIQUES ET PRIVÉES ONT PERMIS À DES FEMMES D'ACCÉDER À DES FINANCEMENTS, DES FORMATIONS ET DES RÉSEAUX DE SOUTIEN ESSENTIELS À LA CROISSANCE ET À L'EXPANSION RÉGIONALE DE LEURS ENTREPRISES.

Parmi ces pionnières, Marlène Yempabe NAHM-TCHOUGLI, fondatrice de la marque SunClay, fait figure d'exemple. Son parcours illustre la puissance d'une vision née d'un héritage, nourrie par la passion, et portée par le soutien de structures engagées telles que l'ICDT (Centre Islamique pour le Développement du Commerce) et l'ICESCO, le PNUD et la FEFA-

TOGO (Fédération des femmes d'Affaires du Togo) à travers INNOVU'P (premier incubateur au Togo dédié à l'entrepreneuriat des femmes), Nanatech_Togo (un programme du Ministère de l'Efficacité Numérique afin de former et d'accompagner les entreprises de femmes vers une structuration et une digitalisation efficace)

Une histoire née de la terre et de la transmission :

SunClay, littéralement « Argile du Soleil », est bien plus qu'une marque de soins à bien-être à base d'argile et de cosmétiques : c'est une histoire de transmission intergénérationnelle et de foi en la nature. L'aventure débute dans les années 1996, au cœur du Togo, avec une tradition familiale autour



Marlène Yempabe NAHM-TCHOUGLI
Fondatrice de la marque SunClay

de l'usage thérapeutique de l'argile (breuvage, cataplasme, collyre, ovules, suppositoires, baume de massage, masque, etc...). Ce savoir ancestral, transmis de mère en fille, devient le socle d'une passion que Marlène transformera, des années plus tard, en un projet de vie.

En 2019, SunClay voit le jour, portée par une mission claire : rendre accessibles les bienfaits de l'argile à travers des soins naturels efficaces et respectueux de l'environnement et proclamer l'argile comme un allié santé du quotidien incontournable. Au fil du temps, la marque s'impose comme la première maison experte togolaise spécialisée dans la thérapie par l'argile (dépôt de marque à l'OAPI 2023), combinant la richesse des traditions africaines à l'exigence moderne de la cosmétique naturelle.

Chaque produit est pensé comme une expérience sensorielle et thérapeutique, conçue pour restaurer l'équilibre du corps et de l'esprit. Des masques d'argile aux gommages et savons artisanaux, en passant par les soins bien-être, SunClay incarne un art de vivre et un rappel à l'essentiel : celui du bien-être par la nature.

Un Savoir-faire artisanal affiné par la science :

SunClay s'appuie sur une expertise unique : une maîtrise familiale produisant des traitements locaux adaptés aux maux du quotidien grâce à la thérapie par l'argile et la formulation cosmétique. Derrière chaque produit se cache un travail minutieux : la sélection des argiles selon leurs propriétés (purifiante, apaisante, tonifiante, cicatrisante...), l'association d'huiles végétales précieuses et d'extraits naturels puis une mise en forme artisanale respectant les normes de qualité et d'hygiène internationales.

Cette alliance entre tradition et innovation permet à SunClay de créer des soins à la fois authentiques et performants, dans le but de rééquilibrer l'organisme chaque jour et adaptés aux besoins des peaux africaines et universelles. L'argile, matière vivante et généreuse, y révèle toute sa puissance : purifier, équilibrer, illuminer, réparer, régénérer et reminéraliser.

Un Positionnement clair : naturalité, héritage et élégance naturelle

Aujourd'hui, SunClay se positionne comme une marque écoresponsable premium, ancrée dans ses racines africaines mais ouverte sur le monde. Son identité repose sur trois piliers :

- Le respect du vivant : des formulations naturelles, sans ingrédients controversés.
- L'héritage et la transmission : une continuité entre générations et savoir-faire local.
- L'élégance consciente : une approche raffinée et minimaliste de la beauté.

Distribuée en ligne, dans des foires internationales, des Pop-up stores et à travers des ventes privées exclusives, SunClay a su bâtir une communauté fidèle d'hommes et de femmes sensibles à la naturalité, à l'efficacité et à la durabilité.

L'appui du CIDC et de l'ICESCO : un Tournant vers la croissance internationale

«Le soutien du CIDC nous a permis de professionnaliser davantage notre approche et de poser les bases d'une expansion régionale solide. C'est un partenariat qui nous a donné confiance en nos capacités et en notre légitimité», Mme Marlène Yempabe NAHMTCHOUGLI, DG SunClay Togo.

L'année 2023 marque une étape décisive : SunClay est sélectionnée

pour participer à l'ICESCO Youth Innovation Challenge, en partenariat avec le CIDC basé à Casablanca, Royaume du Maroc. Le projet séduit le jury par sa vision globale, son authenticité et son potentiel d'impact. À Bakou et à Susha, en Azerbaïdjan, Marlène reçoit un prix d'innovation récompensant la créativité et la valeur ajoutée de son modèle.

Cet accompagnement a ouvert la voie à une subvention du CIDC, permettant à la marque d'accélérer son développement : amélioration du packaging, structuration de la production, renforcement du marketing digital et amorçage du rebranding international.

Un rebranding symbolique : "SunClay, là où le passé inspire l'avenir"

En 2025, SunClay entre dans une nouvelle ère. Avec une identité revisitée, un nouveau logo et le slogan "Beyond a Generation Story", la marque affirme sa maturité et son ambition internationale. Ce rebranding, fruit d'un travail approfondi avec une équipe créative locale, traduit la volonté de SUNCLAY de faire dialoguer les racines et la modernité.

Cette transformation s'accompagne d'une expérience client repensée : un univers épuré, des packagings raffinés et une communication inspirante, à la croisée de la nature et de l'émotion, entre efficacité, texture et sensorialité.

Des expériences immersives : la "Vente Privée SunClay" et "Douce Alchimie"

Fidèle à son approche humaine et sensorielle, SunClay mise aussi sur l'expérience directe. Ses ventes privées, organisées dans des cadres élégants offrent aux participants une immersion dans l'univers du bien-être naturel. La plus récente,



intitulée Vivez l'expérience "Douce Alchimie", s'est tenue au Patio à Lomé, dans une atmosphère apaisante mêlant musique, senteurs et découverte. Ce concept mêle art de vivre, soins et partage, incarnant parfaitement l'esprit Sunclay : un moment d'équilibre et de beauté authentique.

Le succès de cette édition a conduit à la préparation d'une prochaine expérience "Douce Alchimie" à Cotonou, signe de l'expansion régionale de la marque et de son attractivité grandissante.

L'histoire de SunClay est celle d'une femme africaine qui croit en la force de la nature et en la puissance de la transmission. Mais au-delà de son propre succès, Marlène milite pour un changement collectif : celui d'un entrepreneuriat féminin durable, audacieux et solidaire. Pour aller plus loin, la DG de SunClay suggère la création de hubs régionaux d'échanges entre femmes entrepreneures africaines et le développement de programmes de formation adaptés aux réalités du terrain. ■





5^{ème} Forum économique & d'affaires Türkiye-Afrique 2025

LA 5^{ème} ÉDITION DU FORUM ÉCONOMIQUE ET D'AFFAIRES TÜRKİYE-AFRIQUE (TABEF) S'EST TENUE LES 16 ET 17 OCTOBRE 2025 À ISTANBUL SOUS LE THÈME « RENFORCER LES RELATIONS TÜRKİYE-AFRIQUE POUR DES GAINS MUTUELS ».

Organisé par le Conseil des relations économiques extérieures (DEİK), en collaboration avec l'Union africaine, cet événement vise à renforcer les relations commerciales entre la Türkiye et les pays africains et à accroître le volume de leurs échanges commerciaux. Ce Forum présidé S.E. M. Recep Tayyip Erdoğan ainsi que le Président de la République d'Angola et Président en exercice de l'Union africaine, S.E. M. João Gonçalves Lourenço a réuni plus de 4 000 participants de toute l'Afrique et de la Türkiye. D'autres personnalités importantes dont la

Première Dame Emine Erdoğan, le Ministre du Commerce de la Türkiye ainsi que les Ministres de l'Économie, du Commerce et des Finances de plusieurs pays africains ont aussi participé au Forum.

Ce Forum a permis de mettre en avant plusieurs secteurs jugés prioritaires pour la coopération économique entre les pays à savoir l'agriculture et l'agroalimentaire, les énergies renouvelables et l'exploitation minière, l'automobile, le textile, le transport et la logistique, la construction et les BTP, la défense et les technologies numé-

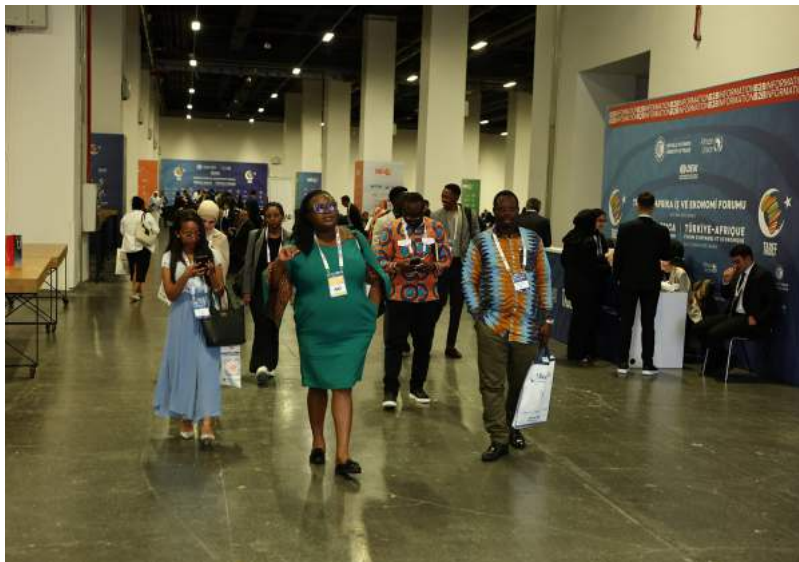
riques. Des panels, conférences, expositions et rencontres de haut niveau ont également été organisés pour discuter des thématiques liées aux chaînes de valeur textiles compétitives, à la sécurité alimentaire, production durable, à l'industrie pharmaceutique et équipements médicaux et à l'entrepreneuriat. Le programme du Forum a aussi inclus des rencontres bilatérales, des présentations pays (Mozambique, Nigeria, Égypte), ainsi que des sessions G2B (gouvernement-entreprises) et B2B (entreprises-entreprises) en vue de stimuler les investissements directs, faciliter

l'accès aux marchés et développer des projets structurants à long terme.

En marge du Forum, un Panel spécial consacré à l'Entreprenariat féminin a également été tenu. Présidée par la Première Dame Emine Erdoğan de la Türkiye et la Première Dame Ana Afonso Dias Lourenço de l'Angola, cette rencontre a permis aux femmes d'affaires turques et africaines de partager leurs expériences, de discuter des opportunités de collaboration et de trouver des moyens à même de renforcer la participation des femmes dans les postes de direction que ce soit dans le secteur public que privé et aussi dans toutes les sphères de la Société civile.

A noter qu'à l'invitation des autorités turques, une délégation du CIDC conduite par Mme Latifa El Bouabdellaoui, Directrice Générale du CIDC, a participé à ce Forum. A cette occasion, elle a tenu plusieurs réunions bilatérales, notamment avec SE Mr Mohamed Ali Haweg, Ministre de l'Économie et du Commerce de la Libye et avec Mme Amany Asfour, Présidente du Conseil des affaires de l'Afrique et Mme Francisca Tatchouop Belobe, Commissaire de la Commission de l'Union africaine (UA) pour le développement économique, le commerce, le tourisme, l'industrie et les mines. Ces réunions de prise de contact ont été l'occasion pour discuter des voies et moyens pour renforcer la coopération dans les domaines d'intérêts communs

Par ailleurs, la délégation du CIDC a assuré la promotion des activités et des services du Centre et a visité l'espace des expositions et des rencontres B2B et a collecté les brochures et catalogues des exposants et la base de données des opérateurs économiques publics et privés ayant pris part aux rencontres B2B. ■





Gitex Global Dubai 2025

LA 45^{ème} ÉDITION DU SALON «GITEX GLOBAL 2025 » S'EST TENUE DU 13 AU 17 OCTOBRE 2025 À DUBAÏ AVEC LA PARTICIPATION D'INNOVATEURS, D'EXPOSANTS, DE STARTUPS ET D'INSTITUTIONS DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ, VENUS DE PLUS DE 180 PAYS.

Cet événement qui met en lumière chaque année les plus importantes innovations internationales dans les domaines de la technologie, de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité et de la transformation numérique a été organisé par le Centre mondial de commerce de Dubaï (DWTC).

L'édition de cette année a permis de dévoiler les derniers développements en matière d'intelligence artificielle, de technologie financière, de cloud computing, de santé

numérique, des villes intelligentes et des innovations des startups. Ce rendez-vous technologique s'est distingué par la participation de plus de 6.800 exposants, dont 2.000 startups du monde entier ainsi que 1.200 investisseurs gérant ensemble des actifs dépassant un trillion de dollars.

Cette rencontre de Haut niveau a servi de plateforme pour les entrepreneurs, les investisseurs et les passionnés de technologie et permis le partage des dernières innovations,

des connaissances en matière des technologies durables, des mécanismes de financement numérique et des perspectives d'avenir de l'économie numérique mondiale. « Gitex Global 2025 » a aussi été le lieu pour les Leaders mondiaux d'échanger lors des panels, ateliers et séminaires sur les derniers développements et innovations technologiques et de découvrir les dernières tendances mondiales en matière d'investissement dans les secteurs de la technologie et du numérique. ■



9^{ème} Conférence de l'Initiative Investissement Future, 27-30 octobre 2025 Riyad, Arabie Saoudite

LA CAPITALE DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE RIYAD A ACCUEILLI, SOUS LE PATRONAGE DU SERVITEUR DES DEUX SAINTES MOSQUÉES LE ROI SALMAN BEN ABDELAZIZ AL SAOUD, LA 9^{ÈME} ÉDITION DE L'INITIATIVE POUR L'INVESTISSEMENT FUTUR DU 27 AU 30 OCTOBRE 2025, SOUS LE THÈME : « LA CLÉ DE LA PROSPÉRITÉ ».

Cet événement constitue une plateforme mondiale de premier plan, réunissant des dirigeants, investisseurs et décideurs mondiaux afin d'explorer les moyens de mettre l'investissement au service d'un avenir prospère et durable pour l'humanité.

A cette occasion, les participants ont discuté des défis du monde actuel et plus particulièrement de l'impact de l'IA et de la robotique

sur la productivité, de la création de richesses face à l'inégalité croissante, des enjeux géoéconomiques liés à la rareté des ressources, des transformations démographiques redessinant les forces de travail et des stratégies pour équilibrer croissance économique et durabilité environnementale. Une « Journée de l'investissement » a également été organisée en marge de cette rencontre en vue de la conclusion de transactions majeures, de l'éta-

blissement de réseaux de relations, de la présentation de technologies d'avenir et de l'exploration de stratégies entrepreneuriales.

Ce rendez-vous annuel a permis de renforcer la position de Riyad en tant que centre mondial de premier plan, rassemblant dirigeants et innovateurs du monde entier pour transformer les visions en stratégies concrètes façonnant l'avenir de l'investissement. ■



► L'Elan économique du Sénégal : une Nouvelle ère de confiance et de Souveraineté stratégique

Porté par des engagements d'investissement records, des performances économiques robustes et une stratégie de développement axée sur la souveraineté et la réforme, le Sénégal s'affirme comme l'une des destinations d'investissement les plus dynamiques et crédibles d'Afrique de l'Ouest.

Le Sénégal entre dans une nouvelle phase marquée par un regain de confiance économique et une visibilité internationale accrue. Des engagements d'investissement totalisant 23,5 milliards de dollars ont été conclus lors de la deuxième édition du Forum « Invest in Senegal », tenue les 7 et 8 octobre 2025 à Dakar, confirmant la position du pays comme pôle majeur de l'investissement en Afrique de l'Ouest. L'événement a réuni plus de 11 700 participants issus de 70 pays, parmi lesquels des représentants de haut niveau des institutions financières internationales et du secteur privé. Cinquante et un accords de partenariat ont été signés dans des secteurs stratégiques tels que l'industrialisation, l'énergie, la production d'engrais et l'agriculture durable. Clôturant le forum, le Premier ministre Ousmane Sonko a salué « une nouvelle vague de confiance internationale » dans la gouvernance et la vision de développement du Sénégal sous la présidence de Bassirou Diomaye Faye.

Ces avancées s'inscrivent dans la Stratégie nationale de développement (2024–2029), qui vise à accélérer la transformation structurelle de l'économie à travers la

promotion de l'industrie à forte valeur ajoutée, l'amélioration de la productivité agricole et le développement des énergies renouvelables. Le forum a également renforcé le rôle croissant du Sénégal comme plateforme régionale de dialogue public-privé, destinée à mobiliser les financements et à stimuler la création d'emplois. Les données économiques récentes confirment cette dynamique : selon la Direction de la prévision et des études économiques (DPÉE), l'activité économique hors agriculture et foresterie a progressé de 10,1 % en glissement mensuel en juillet 2025, traduisant le dynamisme soutenu des secteurs productifs.

Cette croissance s'inscrit dans le cadre du nouveau Plan de redressement économique et social « Jubbanti Koom », annoncé en août 2025. Conçu comme l'un des piliers de la Vision 2050 du gouvernement, ce plan ambitionne de sortir le Sénégal de la dépendance et de la gestion à court terme, en combinant planification stratégique, transparence budgétaire et souveraineté économique. Évalué à 5 667 milliards de francs CFA pour la période 2025–2029, il conjugue un keynésianisme pragmatique—à travers l'investissement public dans les infrastructures, l'agriculture et le capital humain—à une volonté affirmée d'autonomie alimentaire, énergétique et industrielle.

L'accent mis sur la mobilisation des ressources internes et la réforme institutionnelle vise à restaurer la crédibilité financière de l'État et à renforcer l'appropriation nationale

des politiques de développement. La réactivation du Comité national de la dette publique, le renforcement de la discipline budgétaire et la priorité accordée aux résultats sociaux (santé, emploi des jeunes et éducation) illustrent une démarche cohérente visant à concilier croissance et inclusion.

Malgré des défis persistants, en particulier une dette publique proche de 77 % du PIB et des marges budgétaires contraintes, le gouvernement affiche une volonté claire de poursuivre les réformes et de préserver la confiance des investisseurs. L'ampleur des engagements annoncés lors du Forum Invest in Senegal témoigne de la reconnaissance, par les partenaires internationaux, de la crédibilité de la nouvelle équipe dirigeante et du potentiel à long terme de l'économie sénégalaise.

À mesure que le Sénégal consolide sa position de hub régional de l'investissement, sa trajectoire reflète une tendance continentale plus large en faveur d'une croissance auto-entretenue et stratégiquement planifiée. Ancrée dans la confiance, l'innovation et le partenariat, l'approche sénégalaise annonce l'émergence d'un nouveau réalisme économique africain. Comme l'a souligné le Premier ministre Ousmane Sonko : « Ce qui manque à l'Afrique, ce n'est pas le génie, mais l'architecture. » Par ses réformes et sa vision, le Sénégal pose précisément cette architecture, jetant les bases d'une décennie de développement durable et inclusif.

Source: The point (Gambia), Financial Afrik

► Dakhla, Souverain en terme de Logistique en Afrique

Réunissant plus de 300 décideurs africains, l'édition 2025 du Dakhla Africa Logistics Forum a marqué une étape décisive vers la construction d'un écosystème logistique intégré, en phase avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Cinq mesures structurantes ont été adoptées — allant du lancement d'un guichet unique entièrement digital à la création d'un Conseil africain de la logistique — positionnant Dakhla comme un hub afro-atlantique stratégique et un catalyseur de la souveraineté logistique du continent.



Tenu à Dakhla les 20 et 21 novembre 2025, le Forum a rassemblé des ministres africains des Transports et de la Logistique d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, des représentants d'organisations régionales, des partenaires au développement, des chefs d'entreprise et des experts en technologies. Sous le thème « Une Afrique connectée, durable et souveraine », le Forum a uni les participants autour d'un objectif commun : faire de Dakhla un hub afro-atlantique stratégique et renforcer l'intégration économique continentale au service de la ZLECAf.

À cette occasion, cinq décisions majeures ont été entérinées : la création d'un Conseil africain de la logistique et d'un Observatoire africain de la logistique, le lancement d'un guichet unique digital, la mise en place de corridors logistiques harmonisés, ainsi que la création d'une Académie

panafricaine du commerce et de la logistique. Le Conseil et l'Observatoire auront pour mission d'harmoniser les politiques publiques, de suivre les coûts et les délais qui pénalisent la compétitivité des entreprises africaines sur les marchés internationaux, et d'instaurer un cadre efficace de coopération entre États, régions et opérateurs privés.

Inspiré du modèle marocain, le guichet unique digital vise à dématérialiser les procédures et à réduire significativement les délais et les coûts de transit. S'agissant de l'harmonisation des corridors logistiques — conçus pour fluidifier la circulation des marchandises et améliorer l'accès à la mer des pays enclavés — les efforts porteront sur le développement de liaisons routières, portuaires et multimodales modernes et fiables, en s'appuyant notamment sur le Port Atlantique de Dakhla et la voie express Tiznit-Dakhla.

Enfin, l'implantation à Dakhla d'une Académie panafricaine du commerce et de la logistique permettra de renforcer les compétences des jeunes professionnels et des cadres, contribuant ainsi à combler le déficit du continent en capital humain qualifié dans ces secteurs stratégiques.

Dans cette dynamique, les partenariats public-privé (PPP) joueront un rôle central dans le financement et la gestion des infrastructures, parallèlement à la nécessité d'harmoniser les normes, les certifications et les documents de transport. Dans leur ensemble, les décisions stratégiques adoptées lors du Forum de Dakhla devraient faciliter la mise en œuvre effective de la ZLECAf et contribuer à doter l'Afrique d'une véritable souveraineté logistique.

Source: TLe360 Afrique



► La Malaisie à l'avant-garde de la croissance de l'ASEAN en 2025

La Malaisie s'impose comme l'un des nouveaux moteurs de la croissance en Asie du Sud-Est. Plusieurs grandes banques ont relevé leurs prévisions de croissance du PIB pour 2025 à environ 5 %, portées par une demande intérieure soutenue, une reprise vigoureuse du tourisme, l'appréciation de la monnaie nationale et une diplomatie économique proactive. Autant de facteurs qui placent le pays en bonne position pour devenir la deuxième économie à la croissance la plus rapide de l'ASEAN, derrière le Vietnam.

Les révisions à la hausse des prévisions de croissance par les grandes institutions financières placent la Malaisie en bonne position pour devenir, l'an prochain, la deuxième économie à la croissance la plus rapide de l'ASEAN, derrière le Vietnam. Cette évolution traduit un regain de confiance dans la trajec-

toire économique du pays, soutenue par la résilience de la demande intérieure, un environnement extérieur plus stable et une diplomatie économique de plus en plus stratégique.

HSBC Global Investment Research est la dernière institution en date à avoir relevé ses projections, portant sa prévision de croissance du PIB malaisien pour 2025 de 4,2 % à 5,0 %. La banque met en avant des performances supérieures aux attentes au cours des neuf premiers mois de 2025, une atténuation des incertitudes commerciales et une amélioration du sentiment des investisseurs internationaux. Selon HSBC, ces perspectives placent la Malaisie au niveau de l'Indonésie et juste derrière le Vietnam dans la course à la croissance régionale.

D'autres institutions ont emboîté le pas. Maybank Investment Bank

a relevé ses prévisions pour 2025 de 4,2 % à 4,7 %, tout en ajustant à la hausse sa projection pour 2026 à 4,5 %. De son côté, Standard Chartered Global Research a porté son estimation pour 2025 à 4,7 %, soulignant l'expansion de 4,7 % enregistrée entre janvier et septembre. Si la banque a légèrement abaissé sa prévision pour 2026 à 4,5 %, en anticipation d'un ralentissement de la demande mondiale, elle insiste néanmoins sur le dynamisme à court terme de l'économie malaisienne.

Les centres de recherche de plus petite taille ont également revu leurs perspectives à la hausse. CIMB Securities a porté sa prévision de croissance pour 2025 à 4,5 %, invoquant la stabilité de l'environnement domestique et la poursuite des flux d'investissement, tout en anticipant un ralentissement à 4,1 % en 2026, dans un contexte



de durcissement des conditions du commerce mondial.

La solidité de la demande intérieure, pilier de la croissance

Les perspectives de croissance de la Malaisie reposent sur une consommation des ménages soutenue, un marché de l'emploi stable et une base industrielle diversifiée couvrant l'industrie manufacturière, les services, l'électronique, les technologies vertes et l'économie numérique. Le tourisme — composante essentielle du secteur des services — a retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie. La Malaisie s'impose désormais comme la première destination de l'ASEAN pour les touristes chinois, avec une fréquentation supérieure de plus

de 20 % à celle de 2019, portée par un régime d'exemption de visa et le renforcement de la connectivité aérienne. À l'approche de la campagne «Visit Malaysia 2026», les analystes anticipent une accélération encore plus marquée.

La diplomatie, un levier économique

La dynamique économique de la Malaisie est également renforcée par une diplomatie pragmatique. En tant que pays hôte du 47^e Sommet de l'ASEAN, Kuala Lumpur a démontré sa capacité à préserver une neutralité stratégique tout en dialoguant avec des puissances mondiales concurrentes — une approche qui a contribué à atténuer les incertitudes extérieures dans un contexte géopolitique complexe.

Les analystes estiment que cette agilité diplomatique constitue un facteur clé de la confiance des investisseurs et favorise un environnement commercial plus prévisible.

La stabilité du ringgit renforce l'optimisme

Le ringgit malaisien s'est nettement apprécié, atteignant 0,24 dollar pour un ringgit (contre des niveaux proches de 0,21 dollar plus tôt dans l'année), son plus haut niveau depuis quatre ans. Selon les prévisions d'OCBC, la monnaie pourrait poursuivre sa progression pour se situer autour de 0,24 dollar d'ici fin 2025, puis 0,25 dollar à l'horizon 2026.

En conclusion, la montée en puissance économique de la Malaisie résulte d'une synergie entre résilience domestique, discipline budgétaire, réformes structurelles et diplomatie mesurée. Si des vents contraires extérieurs pourraient freiner la dynamique des exportations en 2026, le consensus des grandes institutions financières est sans équivoque : la Malaisie aborde 2025 avec l'un des profils de croissance les plus solides et les plus équilibrés d'Asie du Sud-Est.

Source :
Asean Today, CAN, The Investor (VAFIE Magazine)



AGENDA

▶ **42^{ème} Session Ministérielle du COMCEC**

1-4 novembre 2025 • Istanbul, Türkiye

▶ **Atelier régional sur la connectivité routière et son impact sur le commerce régional en Afrique atlantique à travers la Convention TIR**

11-12 novembre 2025 • Casablanca, Maroc

▶ **42^{ème} Session Ministérielle du COMCEC**

1-4 novembre 2025 • Istanbul, Türkiye

▶ **Atelier sur le rôle de l'information crédit en soutien aux décisions commerciales et d'investissement**

24-26 novembre 2025 • Casablanca, Maroc

▶ **Sommet mondial & Expo Halal**

26-29 novembre 2025 • Istanbul, Türkiye

▶ **9^{ème} Réunion de l'ACMOI**

10-11 décembre 2025 • Djeddah, Arabie Saoudite

▶ **2^{ème} Salon de l'OCI sur l'Artisanat**

18-28 décembre 2025 • Casablanca, Maroc



2^e Foire Commerciale de l'Artisanat des États Membres de l'OIC

2nd Craft Trade Fair OIC Member Countries

Du 18 au 28 déc 2025

ICEC-Ain-Sebaâ, Casablanca





منظمة التعاون الإسلامي
OIC-OCI

L'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) est la deuxième plus grande organisation intergouvernementale après les Nations unies avec 57 Etats membres éparpillés dans 4 continents. L'Organisation est le porte-voix du monde musulman dont elle assure la sauvegarde et la protection des intérêts dans l'esprit de promouvoir la paix internationale et l'harmonie entre les différents peuples du monde.

Le Sommet Islamique, le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et le Secrétariat Général constituent les principaux organes de l'OCI. L'Organisation compte également trois comités thématiques permanents qui sont le comité de la science et de la technologie, le comité de l'économie et du commerce, le comité de la communication et de la culture ainsi que le Comité Al-Qods. En outre, l'Organisation possède des institutions spécialisées opérant sous sa bannière, telles que la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO). Ces comités thématiques, organes subsidiaires et institutions affiliées de l'Organisation jouent un vital et complémentaire en travaillant dans divers domaines.

www.oic-oci.org